

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1658

14 août 2010

SOMMAIRE

Aabar Luxembourg S.à r.l.	79584	Mômes	79540
Accelya Investment S.à r.l.	79556	Mômes	79541
ADN S.A.	79557	Montrica Global Opportunities Master Fund (Luxembourg) S.à r.l.	79540
Alux S.A.	79557	Newcontainer No.37 (Luxembourg) Shipp- ing S.à r.l.	79541
AMCI Worldwide S.à r.l.	79560	Newcontainer No.48 (Luxembourg) Shipp- ing S.à r.l.	79542
Angita International S.A.	79545	Northland Resources S.A.	79542
Arfo S.à r.l.	79561	Pan-Holding	79544
Athantor Equities SICAR-SCA	79545	Patrimoine Les Bleuets S.A.	79544
Audiopool S. à r. l.	79561	Patrimoine Les Bleuets S.A.	79544
Bael S.A. SPF	79561	Patrimoine Marmotte S.A.	79544
Beverage Packaging Holdings (Luxem- bourg) I S.A.	79561	Patrimoine Marmotte S.A.	79545
Biff-Auto-Wash S.à r.l.	79562	Pearl Luxury Group	79542
Bour Shopping S.à r.l.	79562	Pegase Investment	79540
Bour Shopping S.à r.l.	79562	Pictet Targeted Fund (LUX)	79543
Boxeur des Rues & Malloy	79563	Prophiz S.à r.l.	79557
Carlo Pazolini Participations S.à r.l.	79568	Reilly & Dimmer Garden Service S.à r.l.	79553
CCG International	79568	Roflex S.A.	79554
C.E.F.I. S.A.	79567	Socepal	79554
Chamaeleon S.à r.l.	79580	Société Autonome de Construction S.A.	79556
Compagnie Européenne de Commerce et de Services S.A.	79580	Somagimmo Sàrl	79543
Compagnie Européenne de Commerce et de Services S.A.	79556	Sudgaz S.A.	79583
C.W.A. S.à r.l.	79567	Surf & Turf S.à r.l.	79568
C.W.A. S.à r.l.	79567	Tradhold S.A.	79554
D.W.L. Immobilière S.A.	79542	Vanilux S.A.	79562
Fiduciaire Grand-Ducale S.A.	79541	Vector Investments A2 S.à r.l.	79555
Finbrand S.A.	79568	Vector Investments A S.à r.l.	79555
Fiver S.A.	79555	Veinard S.A.	79563
GAP FINANCE (Luxembourg) S.A.	79553	Verband der Helikopter-Schädlingsbe- kämpfungsgenossenschaften	79555
Goodman Princeton Investments (Lux) S.à r.l.	79560	Videopress S.A.	79556
Inter Loca-Vente S.à r.l.	79539	Walena S.A.	79563
Isoltra International S.A.	79538		
Japan Kulturzentrum	79581		
Milano Uno S.à r.l.	79539		

Isoltra International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 56.406.

L'an deux mille sept, le quatorze février.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ISOLTRA INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 56.406, constituée suivant acte reçu en date du 25 septembre 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 637 du 7 décembre 1996 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 2 février 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 779 du 19 septembre 2001.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jozef DILS, demeurant à B-2235 Hulshout, 17, Seysheistraat.

Le président désigne comme secrétaire Madame Rita TRAPPERS, administrateur de sociétés, demeurant à Schaliehoevestraat 100B - 2220 Heist-opden-Berg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hildebert TRAPPERS, administrateur de sociétés, demeurant à Westerlosteeuweg 96A - 2220 Heist-opden-Berg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, les scrutateurs et le notaire soussigné. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que les cinq mille (5.000) actions représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes au 31 décembre 2006;
2. Décision de la mise en liquidation de la société;
3. Nomination d'un liquidateur;
4. Détermination des pouvoirs du liquidateur;
5. Décharge donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
6. Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée approuve les comptes au 31 décembre 2006.

Deuxième résolution:

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation volontaire.

L'assemblée nomme liquidateur:

Monsieur Jozef Dils, né à Hulshout (Belgique), le 11.08.1945, demeurant à B-2235 Hulshout, 17, Seysheistraat.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Pouvoir est conféré au liquidateur de représenter la société pour toutes opérations pouvant relever des besoins de la liquidation, de réaliser l'actif, d'apurer le passif et de distribuer les avoirs nets de la société aux actionnaires, proportionnellement au nombre de leurs actions, en nature ou en numéraire.

Il peut notamment, et sans que l'énumération qui va suivre soit limitative, vendre, échanger et aliéner tous biens tant meubles qu'immeubles et tous droits y relatifs; donner mainlevée, avec renonciation à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutoires, de toutes inscriptions, transcriptions, mentions, saisies et oppositions; dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; accorder toutes priorités d'hypothèques et de privilèges; céder tous rangs d'inscription; faire tous paiements, même s'ils n'étaient pas de paiements ordinaires d'administration; remettre toutes dettes; transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux; proroger toutes juridictions; renoncer aux voies de recours ou à des prescriptions acquises.

Troisième résolution:

L'assemblée décide de donner décharge aux membres du Conseil d'Administration et au Commissaire aux Comptes de la Société, sauf si la liquidation fait apparaître des fautes dans l'exécution de tâches qui leur incombent.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: J. DILS, R. TRAPPERS, H. TRAPPERS, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 février 2007, Vol. 1575, Fol. 98, Case 6. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): J. MULLER.

Référence de publication: 2010079513/63.

(100090407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Milano Uno S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 151.417.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 58884 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010079535/10.

(100090849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Inter Loca-Vente S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 261, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 50.741.

DISSOLUTION

L'an deux mille dix, le neuf juin.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

Ont comparu:

1) Monsieur Rocco VIGLIOTTI, maître-mécanicien, demeurant à Luxembourg,

propriétaire de 334 parts sociales

2) Madame Maria DO CARMO PESSOA DOS SANTOS PINTO, caissière, demeurant à Luxembourg,

propriétaire de 166 parts sociales

ici représentée par Monsieur Rocco VIGLIOTTI, prénommé,

en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg sous seing privé, en date du 08 juin 2010.

Laquelle procuration après avoir été signée «ne varietur» par la comparante et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte.

Lesquels comparants, agissant ou représenté comme ci-avant, ont exposé au notaire et l'ont prié d'acter ce qui suit:

- que la société à responsabilité limitée INTER LOCA-VENTE S.A.R.L. ayant son siège social à L-1150 Luxembourg, 261, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 50741, ci-après dénommée "la Société",

a été constituée suivant acte reçu par acte notarié en date du 17 mars 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 207 du 10 mai 1995,

- que le capital social de la Société est 500.000 francs luxembourgeois (500.000,- LUF) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1000,-LUF) chacune.

- Que les associés, sont propriétaires de la totalité des parts sociales de la Société;

- Que l'activité de la Société ayant cessé, les associés de la Société ont décidé de dissoudre la société anticipativement avec effet rétroactif au 31 décembre 2009;

- Que les associés se désignent conjointement comme liquidateurs de la Société, et en cette qualité ils ont rédigé un rapport de liquidation, lequel reste annexé au présent acte. Les associés déclarent reprendre tout le passif et l'actif de la société et déclarent encore que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, ils assument irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de la dite Société est à considérer comme réglé;

- Que l'actif restant sera réparti aux associés;

- Que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;
- Que décharge pleine et entière est donnée au gérant de la Société;
- Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans auprès de l'ancien siège social de la Société au L-1150 Luxembourg, 261, route d'Arlon.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de ou remboursement à, l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais.

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 950,-EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue française au comparant, ès-qualité qu'il agit, lequel a signé avec le notaire le présent acte ensemble avec le liquidateur et le commissaire à la liquidation.

Signé: R. VIGLIOTTI, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 juin 2010. Relation: LAC/2010/27209. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 25 juin 2010.

Référence de publication: 2010079512/55.

(100090609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Montrica Global Opportunities Master Fund (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 139.020.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010079536/11.

(100090677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Mômes, Société Anonyme.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 118.486.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour compte de Mômes S.A.

Didier ABINET

Référence de publication: 2010079549/11.

(100090575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Pegase Investment, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 70.359.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 11 mai 2010 et a adopté les résolutions suivantes:

L'assemblée générale a pris note de la démission de M. Yves Martignier en date du 1^{er} décembre 2009.

L'assemblée générale a ratifié la cooptation de Mme Michèle Berger en remplacement de M. Pierre Etienne avec effet le 30 avril 2010 et jusqu'à la présente assemblée générale.

1. L'Assemblée a reconduit les mandats de:

- M. Olivier Ferrari, 5 Quai Perdonnet, 1800 Vevey 1, Suisse
- Mme Michèle Berger, 3 boulevard Royal, 2449 Luxembourg
- M. Jerry Hilger, 1 boulevard Royal, 2449 Luxembourg
- M. Frédéric Fasel, 1 boulevard Royal, 2449 Luxembourg

pour une période d'une année, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2011.

2. L'Assemblée a reconduit le mandat du Réviseur d'Entreprises Deloitte S.A. pour une période d'une année jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2011.

Pour Pegase Investment

Référence de publication: 2010079576/21.

(100090752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Mômes, Société Anonyme.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 118.486.

Les comptes annuels au 31/12/2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour compte de Mômes S.A.

Didier ABINET

Référence de publication: 2010079550/11.

(100090578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Newcontainer No.37 (Luxembourg) Shipping S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 144.306.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Newcontainer No.37 (Luxembourg) Shipping S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2010079555/12.

(100090790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Fiduciaire Grand-Ducale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 56.682.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 4 juin 2010 que:

- a été reconduit aux fonctions d'administrateurs:

* Monsieur Jean-Marie BODEN, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon,

* Madame Maggy KOHL-BIRGET, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim,

* Monsieur Joseph TREIS, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement à L-1510 Luxembourg, 57 Avenue de la Faïencerie

* Madame Michèle LINCAMPES, expert comptable, demeurant professionnellement à L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim

- a été reconduit aux fonctions de commissaire aux comptes:

* Monsieur François THILL, expert comptable, demeurant à L-8041 Strassen, 196, rue des Romains.

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2011.

Il résulte des résolutions prises par le conseil d'administration lors d'une réunion tenue en date du 4 juin 2010 que:

- Madame Michèle LINCHAMPS a été réélue administrateur-délégué de la société pour la durée de son mandat d'administrateur. Elle disposera d'un pouvoir de signature individuelle dans les limites de l'article 60 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle qu'elle a été modifiée).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010084486/31.

(100094236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2010.

Newcontainer No.48 (Luxembourg) Shipping S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 144.307.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Newcontainer No.48 (Luxembourg) Shipping S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2010079556/12.

(100090855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Northland Resources S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 151.150.

Les comptes consolidés pour la période du 18 janvier 2010 (date à laquelle la société a adopté la nationalité Luxembourgeoise) au 31 janvier 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2010.

Référence de publication: 2010079558/11.

(100090877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Pearl Luxury Group, Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 108.333.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010079567/10.

(100090816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

D.W.L. Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9650 Esch-sur-Sûre, 3, rue du Moulin.

R.C.S. Luxembourg B 98.646.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 13 avril 2010

Il est décidé à l'unanimité de renouveler le mandat des administrateurs:

- Mme Weis-Ferber
- Maryse M. Diederich Jean
- M. Sassel André

Leur mandat prendra fin lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'année 2015.

Il est décidé à l'unanimité de renouveler le mandat de l'Administrateur-délégué, Mme Weis-Ferber Maryse. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'année 2015.

Il est décidé de renouveler le mandat du commissaire, la Fiduciaire Générale de Marnach S. à r. l., ayant son siège social à L-9764 Marnach, 19, rue de Marbourg. Le mandat prendra fin lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'année 2015. L'assemblée approuve d'après les Rapports de Gestion du conseil d'administration et du commissaire, le bilan et le compte de Profits et Pertes de l'exercice 2009.

Signatures

Président / Secrétaire / Scrutateur

Référence de publication: 2010080633/21.

(100090635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Pictet Targeted Fund (LUX), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 135.664.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 20 avril 2010 et a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a:

- Notifié la démission de M. Frédéric Fasel en date du 15 janvier 2010.

- Approuvé la co-optation de M. Christian Soguel en remplacement de M. Rolf Banz dans sa fonction, en date du 15 janvier 2010.

L'assemblée a reconduit les mandats de:

- Mme Michèle Berger (3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg)

- M. Pierre Etienne (1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg)

- M. Laurent Ramsey (60, route des Acacias, CH-1211 Genève 73)

- M. Christoph Schweizer (60, route des Acacias, CH-1211 Genève 73)

- M. Christian Soguel (60, route des Acacias, CH-1211 Genève 73)

pour une période d'une année, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires.

2. L'Assemblée a reconduit le mandat du Réviseur d'Entreprises Deloitte S.A. pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires.

Pour Pictet Targeted Fund (LUX)

Référence de publication: 2010079568/23.

(100090753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Somagimmo Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4575 Differdange, 45, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 106.746.

—
Décision collective des associés du 18 septembre 2009

Les soussignés:

- Monsieur Nicolas LEHNEN, mécanicien retraité, né le 15 janvier 1927 à Angelsberg, demeurant à L - 7378 Bofferdange, 5, rue Noppeney

- Monsieur Roger CARDARELLI, agent immobilier, né le 10 septembre 1953 à Differdange, demeurant à L - 4532 Differdange, 24, rue de la Chiers

seuls associés de la société, ont pris ce jour à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Monsieur Nicolas LEHNEN présente sa démission comme gérant administratif de la société avec effet au 18 septembre 2009. Celle-ci est acceptée par les associés.

Deuxième résolution

Monsieur Roger CARDARELLI, agent immobilier, demeurant à 24, rue de la Chiers, L -4532 Differdange, est nommé gérant unique de la société. Il pourra engager la société en toute circonstance par sa seule signature.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Nicolas LEHNEN / Roger CARDARELLI.

Référence de publication: 2010079605/22.

(100090824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Pan-Holding, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 7.023.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010079571/11.

(100090674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Patrimoine Les Bleuets S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 91.895.

Le bilan de la société au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010079572/12.

(100090719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Patrimoine Les Bleuets S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 91.895.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 18 juin 2010

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles JACQUET, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, de Lux Konzern S.à.r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et de Lux Business Management S.à.r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg; ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 50, route d'Esch à L-1470 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2010.

Luxembourg, le 18 juin 2010.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010079573/18.

(100090722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Patrimoine Marmotte S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 91.917.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 22 juin 2010

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles JACQUET, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, de Lux Konzern S.à.r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et de Lux Business Management S.à.r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg; ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 50, route d'Esch à L-1470 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2010.

Luxembourg, le 22 juin 2010.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010079574/18.

(100090749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Athamor Equities SICAR-SCA, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 128.367.

—
Extrait des résolutions de l'assemblée générale des actionnaires du 1^{er} avril 2010

Il résulte du PV de l'assemblée générale des actionnaires tenue en date du 1^{er} avril 2010 que la société Deloitte SA a été mandatée comme auditeur an date du 1^{er} avril 2010 en remplacement de la société DUNE Sarl, pour une durée d'un an.

Le Réviseur d'Entreprises est alors:

Deloitte SA ayant son siège social au 560 rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Luxembourg, le 22 Juin 2010.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE

Société Anonyme

Référence de publication: 2010079919/18.

(100090762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Patrimoine Marmotte S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 91.917.

—
Le bilan de la société au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010079575/12.

(100090750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Angita International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 154.082.

—
STATUTES

In the year two thousand and ten, on the eighteenth of the month of June.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

SOEDIF INVESTMENT S.A., having its registered office at 67, rue Ermesinde L-1469 Luxembourg, in way of registration at the Trade Register of Luxembourg,

here represented by Annick Braquet, employee, having her professional address at Luxembourg, by virtue of one (1) proxy given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a joint-stock company:

Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There exists a public limited liability company under the name of “ANGITA INTERNATIONAL S.A.”, which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereinafter, the Company), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of incorporation (hereinafter, the Articles).

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, development and control of any enterprises, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have these securities and patents developed. The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which are liable to promote their development.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Director (as defined below) or the Board of Directors (as defined below), respectively by a resolution taken by the extraordinary general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Title II. - Capital, Shares

Art. 5. The subscribed share capital of the Company is set at thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) represented by one hundred (100) shares, with a nominal value of three hundred and ten euro (EUR 310.-) each.

The shares may be registered or bearer shares at the option of the shareholders.

Bearer shares shall be signed by the Sole Director or, in case of plurality of directors, by two directors. The signature may be manual, in facsimile or affixed by means of a stamp. The signature may also be affixed by a person delegated for that purpose by the Board of Directors, but in such case, it must be manual.

The transfer of bearer shares shall be made by the mere delivery of the certificate.

The shares may be created at the owner’s option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The owner of shares in bearer form may, at any time, request that they be converted, at their expense, into shares or securities in registered form.

The shares are freely transferable.

Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Title III. - Management

Art. 6. The Company is managed by a Board of Directors (hereinafter, the Board of Directors) composed of at least three (3) members either shareholders or not, who are appointed for a period not exceeding six (6) years by the general meeting of shareholders which may at any time remove them.

The number of directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders.

In case of a single shareholder, the Company may be managed by a sole director (the Sole Director) who assumes all the rights, duties and liabilities of the Board of Directors.

Art. 7. The Board of Directors will elect from among its members a chairman (hereinafter, the Chairman).

The Board of Directors is convened upon call by the Chairman, as often as the interest of the Company so requires. It must be convened each time two (2) directors so request.

Written notice of any meeting of the Board of Directors will be given to all directors, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the directors are present and/or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Directors.

A director may be represented by another member of the Board of Directors, and a member of the Board of Directors may represent several directors.

The Board of Directors can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present and/or represented by proxies. Any decisions taken by the Board of Directors shall require a simple majority of the directors. In case of ballot, the Chairman has a casting vote.

A written decision, approved and signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Directors.

One or more directors may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Decisions taken during such a meeting may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

Art. 8. The Board of Directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate objects of the Company.

All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors. The Board of Directors may pay interim dividends in compliance with the relevant legal requirements.

Art. 9. The Company will be bound in any circumstances by the signature of the Sole Director or, in case of plurality of directors, by the joint signatures of any two (2) directors.

Art. 10. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Company to one or more directors, who will be called managing directors.

It may also commit the management of all the affairs of the Company or of a special branch to one or more directors, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 11. Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the Board of Directors, represented by the Chairman or by a director delegated for this purpose.

Title IV. - General meeting of shareholders

Art. 12. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

Art. 13. The annual general meeting of the shareholders shall be held on the first Tuesday of the month of June at 2.00 p.m. at the registered office of the Company or at any other location specified in the notice of meeting.

If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Art. 14. Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Any shareholder may participate by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing (i) the identification of the shareholders, (ii) all the shareholders taking part in the meeting to hear one another, (iii) the meeting to be held live. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Art. 15. The shareholders' meeting shall meet upon notice by the Board of Directors or by the auditor.

They shall convene such a meeting within a month if a shareholder or a plurality of shareholders holding at least ten percent (10%) of the shares of the Company so requests, provided they make a written request with a determined agenda.

A shareholder or a plurality of shareholders holding at least ten percent (10%) of the shares of the Company may add discussion points to the agenda, provided that they make a written request no later than five (5) days prior to the meeting.

Notification letters for each shareholders meeting mention the agenda of the meeting.

Provided that all shares are nominative, notifications may be addressed individually to each shareholder by means of a registered letter.

Art. 16. Each share is entitled to one vote. Except as otherwise required by law or by the Articles, resolutions at a duly convened meeting of the shareholders of the Company will be passed by a simple majority of the votes expressed by the shareholders present and/or represented.

Art. 17. Any resolutions aiming to amend the Articles shall require the holding of an extraordinary general meeting that only validly deliberates if one half of the capital is represented and provided that the agenda indicated the proposed amendments to the Articles.

If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles and the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the number of shares present or represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds (2/3) of the votes expressed by the shareholders present and/or represented.

Art. 18. However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and bondholders.

Art. 19. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person, shareholder or not, as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or e-mail (provided that the electronic signature is in conformity with the Luxembourg relevant legislation).

If all shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and declare themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Prior to any debates, the shareholders elect amongst them a chairman for the meeting of the shareholders, who will then proceed to the nomination of a secretary. The shareholders will appoint the scrutineer.

The minutes of the meetings of the shareholders are signed by the chairman, the secretary and the scrutineer, and by any shareholder willing to.

Title V. - Audit

Art. 20. The Company is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six (6) years.

Title VI. - Accounting year, Allocation of profits

Art. 21. The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 22. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be transferred to the legal reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 23. The Company may be dissolved by a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

Title VIII. - General provision

Art. 24. All matters not governed by the Articles are to be construed in accordance with the Law.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31st 2010.

Subscription - Payment

The articles of incorporation having thus been established, the one hundred (100) shares have been subscribed and fully paid up in nominal value by contribution in cash as follows:

Subscriber, shares	Shares	Payment
- SOEDIF INVESTMENT S.A., prenamed, 100 shares	100	EUR 31,000.-
Total:	100	EUR 31,000.-

The amount of thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at EUR 1,200.-.

Resolutions of the shareholder

The shareholder has taken the following resolutions:

1. The following persons are appointed as directors for a period ending on the date of the annual general meeting approving the annual accounts as of December 31st 2015:

- Mr José CORREIA, born on October 4th 1971 in Palmeira (Portugal), professionally residing in 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg;

- Mr Alan DUNDON, born on April 18th 1966 in Dublin (Ireland), professionally residing in 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg;

- Mrs Géraldine SCHMIT, born on November 12th 1969 in Messancy (Belgium), professionally residing in 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg.

2. The following company is appointed as statutory auditor for a period ending on the date of the annual general meeting approving the annual accounts as of December 31st 2015:

- Read S.à r.l., having its registered office at 3A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, registered at the Trade Register of Luxembourg under number B 45.083.

3. The address of the Company is fixed at 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le dix-huitième jour du mois de juin.

Par-devant Nous, Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

SOEDIF INVESTMENT S.A., ayant son siège social au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Annick Braquet, employée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société anonyme dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination, siège social, durée

Art. 1^{er} . Il existe une société anonyme sous la dénomination de «ANGITA INTERNATIONAL S.A.» (ci-après la Société), soumise aux dispositions de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle qu'amendée (ci-après, la Loi) ainsi qu'aux dispositions des présents statuts (ci-après, les Statuts).

Art. 2. La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au

contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces titres et brevets. La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris ses actionnaires ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision de l'Administrateur Unique (tel que défini ci-après) ou le Conseil d'Administration (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tel que requis par les dispositions applicables de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (EUR 310,-) chacune, toutes intégralement libérées.

Les actions peuvent être nominatives ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

L'action au porteur est signée par l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par deux (2) administrateurs. Sauf disposition contraire des Statuts, la signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe. Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le Conseil d'Administration, qui dans ce cas, devra être manuscrite.

La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Les actions de la Société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les propriétaires d'actions au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leur frais, en actions nominatives.

Les actions sont librement transmissibles.

Chaque action est indivisible à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action. En cas de pluralité de propriétaires d'une action, la Société peut suspendre les droits attachés à ces actions jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.

Titre III. - Administration

Art. 6. La Société est administrée par un conseil d'administration (ci-après, le Conseil d'Administration) composé d'au moins trois membres, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six (6) ans, par l'assemblée générale des actionnaires qui peut à tout moment les révoquer.

Le nombre des administrateurs et leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la Société.

Si toutes les actions de la Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique (l'Administrateur Unique) qui assume alors tous les droits, devoirs et obligations du Conseil d'Administration.

Art. 7. Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président (ci-après, le Président).

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du Président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux (2) administrateurs le demandent.

Un avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Il pourra être passé outre cette convocation si tous les administrateurs sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion individuelle se tenant à une heure et à un endroit déterminé dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Un administrateur peut être représenté par un autre membre du Conseil d'Administration, et un membre du Conseil d'Administration peut représenter plusieurs administrateurs.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente et/ou représentée par procurations. Toute décision du Conseil d'Administration doit être prise à la majorité simple. En cas de ballottage, le Président a un vote prépondérant.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil d'Administration.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les Administrateurs participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Les décisions prises peuvent être documentées dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut payer des acomptes sur dividendes en respectant les dispositions légales.

Art. 9. La Société est engagée en toutes circonstances par la signature de l'Administrateur Unique ou les signatures conjointes de deux (2) administrateurs.

Art. 10. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences du Président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV. - Assemblée des actionnaires

Art. 12. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit le premier mardi du mois de juin à quatorze heures, au siège social ou dans tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Art. 14. Les autres assemblées des actionnaires de la Société sont tenues aux lieu et date spécifiés dans les convocations respectives de chaque assemblée.

Tout actionnaire de la Société peut participer par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à l'assemblée peut entendre les autres participants et leur parler, (iii) l'assemblée est retransmise en direct. La participation à une assemblée par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à l'assemblée.

Art. 15. Une assemblée générale des actionnaires de la Société peut être convoquée par le Conseil d'Administration ou par le commissaire aux comptes.

Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social le requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour, à la condition de faire une telle demande par écrit cinq (5) jours au moins avant la tenue de l'assemblée générale en question.

Les avis de convocation pour chaque assemblée générale doivent contenir l'ordre du jour.

Si toutes les actions sont nominatives, les notifications peuvent être adressées individuellement à chaque actionnaire par lettre recommandée.

Art. 16. Chaque action donne droit à une voix. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes exprimés par les actionnaires présents et/ou représentés.

Art. 17. Les décisions pour modifier les Statuts requièrent la tenue d'une assemblée générale des actionnaires de la Société qui ne délibérera valablement que si au moins la moitié du capital social est représenté et pour laquelle l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée dans les formes prévues par les Statuts et la Loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour et indique la date et le résultat de la précédente assemblée générale. La seconde assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital présent et/ou représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions pour être valables, doivent réunir au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés par les actionnaires présents et/ou représentés.

Art. 18. Cependant, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'à l'unanimité des actionnaires et des obligataires.

Art. 19. Chaque actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant une autre personne, actionnaire ou non, en qualité de mandataire, par écrit, soit en original, soit par télécopie, ou par courriel (si la signature électronique est conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise).

Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Avant de commencer les délibérations, les actionnaires élisent en leur sein un président de l'assemblée générale. Le président nomme un secrétaire et les actionnaires nomment un scrutateur. Le président, le secrétaire et le scrutateur forment le bureau de l'assemblée générale.

Les procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires de la Société seront signés par les membres du bureau de l'assemblée générale et par tout actionnaire qui exprime le souhait de signer.

Titre V. - Surveillance

Art. 20. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six (6) ans.

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 21. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 22. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'actionnaire unique ou aux actionnaires au prorata de leur participation dans la Société.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 23. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. - Disposition générale

Art. 24. Pour tous les points non spécifiés dans les Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2010.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les cent (100) actions ont été souscrites et intégralement libérées en valeur nominale par apport en numéraire comme suit:

Souscripteur, actions	Actions	Libération
- SOEDIF INVESTMENT S.A., prénommée, 100 actions	100	EUR 31.000,-
Total:	100	EUR 31.000,-

Le montant de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

La comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ EUR 1.200,-.

Décisions de l'actionnaire

L'actionnaire a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées administrateurs de la Société pour une durée qui prendra fin à la date d'approbation par l'assemblée générale des actionnaires des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015:

- Monsieur José CORREIA, né le 4 octobre 1971 à Palmeira (Portugal), résidant professionnellement au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg;

- Monsieur Alan DUNDON, né le 18 avril 1966 à Dublin (Irlande), résidant professionnellement au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg;

- Madame Géraldine SCHMIT, née le 12 novembre 1969 à Messancy (Belgique), résidant professionnellement au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg.

2. La société suivante a été nommée commissaire de la Société pour une durée qui prendra fin à la date d'approbation par l'assemblée générale des actionnaires des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015:

- Read S.à r.l., ayant son siège social au 3A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 45.083.

3. L'adresse du siège social est fixée au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 juin 2010. Relation: LAC/2010/27885. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2010.

Référence de publication: 2010089846/420.

(100100154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Reilly & Dimmer Garden Service S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9366 Ermsdorf, 6, Gilsduerferstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 150.093.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010079580/9.

(100090758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

GAP FINANCE (Luxembourg) S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 49.623.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 16 avril 2010 à 15 heures à Luxembourg

Le mandat des Administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance lors de la présente Assemblée, celle-ci décide à l'unanimité, de renouveler les mandats d'administrateur de Monsieur Koen LOZIE demeurant à 61, Grand Rue L-8510 Redange sur Attert, et de la société COSAFIN S.A. et décide de nommer Monsieur Joseph WINANDY né

le 16 février 1946 à Ettelbruck (Luxembourg) et demeurant 92, rue de l'horizon L-5960 Itzig en tant que nouvel administrateur.

L'Assemblée décide également de nommer la société The Clover, Société Anonyme, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° B 149.293 avec siège social à 8, rue haute L-4963 Clemency en tant que Commissaire aux Comptes.

Leurs mandats viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2010.

Extrait sincère et conforme
GAP FINANCE (LUXEMBOURG) S.A.
Signature / Signature
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010080014/22.

(100090577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Roflex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 95.869.

Le bilan au 31 décembre 2009 dûment approuvé, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
Roflex S.A.
Signature

Référence de publication: 2010079584/12.

(100090681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Socepal, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 42.536.

Les comptes annuels au 30 novembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SOCEPAL, société de gestion de patrimoine familial
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2010079601/11.

(100090603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Tradhold S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 138.579.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2010.
Pour le Conseil d'Administration
Benoît Elvinger

Référence de publication: 2010079612/12.

(100090673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Fiver S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 39.018.

—
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 4 mai 2010 à 10.00 heures à Luxembourg
23, avenue de la Porte - Neuve*

- L'assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat d'Administrateurs de Messieurs Koen LOZIE (demeurant 61 Grand Rue L-8510 Redange sur Attert) et de COSAFIN S.A. (représentée par Monsieur Jacques BORDET, 10 Boulevard Royal, Luxembourg), ainsi que du Commissaire aux comptes, Monsieur Pierre SCHILL.

- L'Assemblée décide à l'unanimité de nommer Monsieur Joseph WINANDY, Administrateur, demeurant 92 me de l'horizon L- 5960 ITZIG, en remplacement de Monsieur Jean QUINTUS.

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes au 31/12/2010.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010080000/19.

(100090555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Vector Investments A S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 102.860.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Halsey Sàrl

Gérant

Signature

Référence de publication: 2010079623/12.

(100090618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Verband der Helikopter-Schädlingsbekämpfungsgenossenschaften, Association Agricole.

Siège social: L-5507 Wormeldange,

R.C.S. Luxembourg H 9.

—
La liste des membres du comité au 25 juin 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wormeldange-Haut, le 25-06-2010.

PROTVIGNE

B.P. 8

L-5507 WORMELDANGE

p.o. Jean Pierre Senninger

Secrétaire Général

Référence de publication: 2010079625/15.

(100090568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Vector Investments A2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 115.492.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Halsey Sàrl
Gérant
Signature

Référence de publication: 2010079624/12.

(100090619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Compagnie Européenne de Commerce et de Services S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 90.070.

Nous, la société à responsabilité limitée ABAX TRUST, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B80524, avec siège social à L-2212 Luxembourg 6, place de Nancy, dénonçons avec effet immédiat le siège social de:

la société anonyme COMPAGNIE EUROPEENNE DE COMMERCE ET DE SERVICES SA., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B90070, avec siège social à L-2212 Luxembourg 6, place de Nancy.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signatures

Référence de publication: 2010079969/15.

(100090793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Videopress S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin.

R.C.S. Luxembourg B 37.566.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010079628/9.

(100090634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Accelya Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 123.755.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Christophe Gammal
Mandataire

Référence de publication: 2010079917/11.

(100090608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Société Autonome de Construction S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 31.737.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Bertrange le 29 juin 2010

Il résulte dudit procès-verbal que Monsieur Gabriel JEAN, Juriste, demeurant professionnellement à Bertrange ainsi que les sociétés CRITERIA S.à.r.l. et PROCEDIA S.à.r.l., dont le siège social est situé au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, ont présenté ce jour leur démission, avec effet immédiat, au Conseil d'Administration, de leur fonction de, respectivement, Administrateur-délégué pour Monsieur Gabriel JEAN et d'Administrateurs pour les sociétés CRITERIA S.à.r.l. et PROCEDIA S.à.r.l.

Il résulte dudit procès-verbal que le mandat d'administrateur de Monsieur Gabriel JEAN, juriste, demeurant professionnellement au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 BERTRANGE, reste inchangé et que Monsieur Jean-Charles VERBRUGGEN, demeurant 142, Avenue Wellington, B-1180 UCCLE, Madame Isabelle VERBRUGGEN, demeurant 13D, Avenue Juliette, B-1180 UCCLE ainsi que Madame Sylvie VERBRUGGEN, demeurant 18, Chemin d'Hoogvorst, B-3080 TERVUREN, ont été nommés comme nouveaux Administrateurs de la société et termineront le mandat de leurs prédécesseurs.

Il résulte encore dudit procès-verbal que le Conseil d'Administration est autorisé à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Monsieur Jean-Charles VERBRUGGEN, demeurant au 142, avenue Wellington, B-1180 UCCLÉ (Belgique).

Extrait sincère et conforme du procès-verbal du Conseil d'administration du le 29 juin 2010

Il résulte dudit procès-verbal que la gestion journalière de la société a été déléguée à Monsieur Jean-Charles VERBRUGGEN, demeurant au 142, avenue Wellington, B-1180 UCCLÉ (Belgique).

En sa qualité d'administrateur-délégué, Monsieur Jean-Charles VERBRUGGEN aura le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature dans le cadre des actes de gestion journalière.

Il résulte également dudit procès-verbal, que Monsieur Jean-Charles VERBRUGGEN, demeurant au 142, avenue Wellington, B-1180 UCCLÉ (Belgique), a été nommé en tant que Président du Conseil d'Administration de la Société à compter de ce jour, conformément à l'Article 7 des Statuts de la Société.

En qualité d'administrateur-délégué et de Président, Monsieur Jean-Charles VERBRUGGEN aura tous les pouvoirs réservés à cette fonction dans les Statuts de la Société.

BERTRANGE, le 29 juin 2010.

Pour SOCIETE AUTONOME DE CONSTRUCTION S.A.

Référence de publication: 2010083858/34.

(100094185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2010.

ADN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 29, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 53.574.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010079922/10.

(100090839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Alux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 23, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 70.582.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010079924/10.

(100090833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Prophiz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6943 Niederanven, 23, rue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 154.132.

—
STATUTS

L'an deux mille dix, le quinze juin.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Philippe Zirnheld, administrateur de sociétés, né à Luxembourg, le 7 décembre 1967, demeurant à L-6943 Niederanven, 23, rue du Bois,

représenté aux fins des présentes par Monsieur Daniel FONDU, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le notaire et le comparant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Lequel comparant, représenté ainsi qu'il a été dit, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société adopte la dénomination de PROPHIZ S.à r.l..

Art. 3. La Société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Par ailleurs, la Société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la Société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la Société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Art. 4. Le siège social est établi à Niederanven. Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à EUR 280.000,- (deux cent quatre-vingt mille euros) représenté par 2.800 (deux mille huit cents) parts sociales de EUR 100,- (cent euros) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la Société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La Société pourra acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les cessions de parts entre vifs à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant à la Société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la Société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la Société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société. En cas de décès d'un associé, la Société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Les pouvoirs d'un gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa nomination. Le mandat de gérant lui est confié jusqu'à révocation par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la Société et pour représenter la Société judiciairement et extrajudiciairement.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoir de la Société, qui peuvent engager la Société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 13. Tout gérant ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle, quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 15. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 18. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. En cas de dissolution de la Société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la Société terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 21. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la Société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la Société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la Société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Disposition transitoire

Le premier exercice commencera aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2010.

Souscription et libération

Toutes les 2.800 (deux mille huit cents) parts sociales ont été souscrites par Monsieur Philippe Zirnheld, pré-qualifié, et entièrement libérées en numéraire, de sorte que la somme de EUR 280.000,- (deux cent quatre-vingt mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Évaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à environ mille quatre cent cinquante euros.

Résolution de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique dûment représenté, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Monsieur Philippe Zirnheld, administrateur de sociétés, né à Luxembourg le 7 décembre 1967, demeurant à L-6943 Niederanven, 23, rue du Bois, est nommé gérant pour une durée indéterminée, avec le pouvoir d'engager la Société en toutes circonstances par sa seule signature.

Deuxième résolution

Le siège social de la Société est établi à L-6943 Niederanven, 23, rue du Bois.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. FONDU, J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 juin 2010. Relation: GRE/2010/2156. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 6 juillet 2010.

Référence de publication: 2010091162/142.

(100101617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

AMCI Worldwide S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 625.377,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 139.094.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2010.

Richard Brekelmans

Mandataire

Référence de publication: 2010079926/14.

(100090706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Goodman Princeton Investments (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 153.623.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique prises en date du 10 juin 2010

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique prises en date du 10 juin 2010 que:

- Monsieur Dominique Prince, né le 29 octobre 1978 à Malmedy (Belgique), demeurant professionnellement au 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg a été confirmé comme gérant de la Société pour une durée indéterminée et il a été désigné comme gérant de classe A de la Société;

- Monsieur Stephen Young, né le 27 novembre 1967 à Aylesbury (Royaume-Uni), demeurant professionnellement au 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg a été nommé en qualité de gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée;

- Monsieur Sansal Ozdemir, né le 31 mars 1973 à Cankaya (Turquie), demeurant professionnellement au 3A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg a été nommé en qualité de gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée;

- Monsieur Daniel Laurencin, né le 8 octobre 1969 à Bastogne (Belgique), demeurant professionnellement au 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg a été nommé en qualité de gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée; et

- Monsieur Philip Lance Kianka, né le 18 octobre 1956 à New Jersey (Etats-Unis d'Amérique), demeurant professionnellement au 47 Hulfish, Suite 210, Princeton NJ 08543 (Etats-Unis d'Amérique) a été nommé en qualité de gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 17 juin 2010.

Pour la Société

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2010081637/29.

(100091330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2010.

Arfo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5337 Moutfort, 4, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 36.819.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2010079927/11.

(100090780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Audiopool S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5750 Frisange, 38, route de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 137.836.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010079928/10.

(100090624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Beverage Packaging Holdings (Luxembourg) I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 128.592.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Un membre du directoire

Référence de publication: 2010079931/12.

(100090700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Bael S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 147.297.

Les comptes annuels au 30 juin 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010079934/10.

(100090838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Vanilux S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 25.890.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 22 mai 2009 à 10.30 heures à Luxembourg

Résolutions:

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente assemblée.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler les mandats d'administrateur de Madame Anne-Marie LOOSE, Monsieur Ignace VANDENBERGHE et de la société VANIBEL N.V. représentée par Mr Ignace Vandenberghe, 22, Papenaard, B-9830 Sint-Martens Latem.

L'Assemblée Générale des Actionnaires décide de nommer comme Administrateur Monsieur Joseph WINANDY, 92, me de l'Horizon, L - 5960 Itzig.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes de Mademoiselle Philippine VANDENBERGHE.

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31.12.2009.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010080138/22.

(100090560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Biff-Auto-Wash S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 243, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 32.118.

—
Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010079937/10.

(100090627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Bour Shopping S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7412 Bour, 3, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 63.983.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BOUR SHOPPING S.à r.l.

Fiduciaire des Classes Moyennes

Signature

Référence de publication: 2010079938/12.

(100090766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Bour Shopping S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7412 Bour, 3, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 63.983.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BOUR SHOPPING S.à r.l.
Fiduciaire des Classes Moyennes
Signature

Référence de publication: 2010079939/12.

(100090768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Walena S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 85.303.

La société Fiduciaire Intercommunautaire S.A R.L.

66, Boulevard Napoléon 1^{er}

L-2210 Luxembourg

Inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 67 480

Ici représentée par Monsieur Cornet Jean (p/o Mr Fays Eric)

Dénonce le contrat de domiciliation conclu le 10 février 2006 avec

La société WALENA S.A.

Inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 85 303

Avec date d'effet le 31 décembre 2009

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Intercommunautaire S. à R.L.

M. Cornet Jean

P/o

Mr Fays Eric

Référence de publication: 2010080682/20.

(100090840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Boxeur des Rues & Malloy, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 146.759.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2010079940/11.

(100090795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Veinard S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7222 Walferdange, 18, rue de Dommeldange.

R.C.S. Luxembourg B 154.095.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundzehn, am dreissigsten Juni.

Vor der unterzeichneten Notarin Karine REUTER, mit Amtssitz in Redingen/Attert.

Ist erschienen;

Die Gesellschaft PRO CONSULT INTERNATIONAL AG, mit Sitz in L-1330 Luxembourg, 40, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar, am 26. August 2008,

im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations am 28. Oktober 2008, nummer 2.633, Seite 126.351,

hier vertreten durch Herrn Robert PROJIC, geboren am 10. Oktober 1973 in Berlin (RFA) wohnhaft in HR-21242 GRAB, Ruda BB kod Sinja,

handelnd in seiner Eigenschaft als Verwalter der oben genannten Gesellschaft, welcher die vorgenannte Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift gegenüber Drittperson verpflichtet.

Die vorgenannte Erschienene, handelnd und vertretend wie erwähnt, ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzungen einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu dokumentieren.

Benennung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck - Kapital

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine anonyme Aktiengesellschaft gegründet unter der Bezeichnung: „VEINARD S.A.“

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Walferdingen.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Grossherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dieses Sitzes mit dem Ausland durch aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese einstweilige Massnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, luxemburgisch bleibt.

Die Bekanntmachung von einer derartigen Verlegung hat durch die Organe zu erfolgen, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt sind.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft ist die Verwaltung und Kontrolle von Beteiligungen, sowie jede andere Art von Tätigkeiten, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängen oder ihn fördern können; desweiteren die Beteiligung auf jede Art und Weise an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, der Erwerb durch Ankauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie die Übertragung durch Verkauf, Wechsel oder auf andere Weise von Wertpapieren, Verbindlichkeiten, Schuldforderungen, Scheinen und anderen Werten aller Art, der Besitz, die Verwaltung und Verwertung ihres Wertpapierbestandes.

Die Gesellschaft kann sich an der Gründung und Entwicklung jeder finanziellen, industriellen oder kommerziellen Gesellschaft beteiligen und ihnen alle Mithilfe geben, sei es durch Kredite, Garantien, oder auf andere Art an verbundene Gesellschaften.

Die Gesellschaft kann auf jede Art Darlehen und Unterstützungen geben an verbundene Gesellschaften.

Sie kann alle Kontrollen und Aufsichtsmaßnahmen durchführen und jede Art von finanziellen, beweglichen und unbeweglichen, kommerziellen und industriellen Operationen machen, welche sie für nötig hält zur Verwirklichung und Durchführung ihres Zweckes.

Die Gesellschaft kann ebenso Beteiligungen in jeglicher Form in anderen Gesellschaften eingehen, anderen Unternehmen Hilfeleistungen, Darlehen oder Sicherheiten gewähren sowie Eigentumsrechte erwerben oder handeln, die der Erfüllung des Gesellschaftszweckes dienlich sind.

Die Gesellschaft ist berechtigt sich an gleichen oder ähnlichen Unternehmen zu beteiligen oder solche Unternehmen zu erwerben und ist befugt Zweigniederlassungen zu errichten.

Die Gesellschaft kann jede andere Tätigkeit welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt in Verbindung steht oder welche diesen fördern kann im In- und Ausland, ausüben.

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einunddreissigtausend Euros (31.000,-) eingeteilt in zweiundsechzig (62) Aktien mit einem Nominalwert von fünfhundert Euro (500,-) pro Aktie.

Die Aktien, je nach Wahl des Eigentümers, sind Inhaberaktien oder lauten auf Namen, unter den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen.

Nach Wunsch der Aktionäre können Einzelaktien oder Zertifikate über zwei oder mehrere Aktien ausgestellt werden.

Die Gesellschaft kann zum Rückkauf Ihrer eigenen Aktien schreiten, unter den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen.

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann ebenfalls das Gesellschaftskapital erhöht oder erniedrigt werden.

Verwaltung - Überwachung

Art. 6. Wenn die Gesellschaft durch einen einzigen Gesellschafter gegründet wurde oder wenn durch Generalversammlung festgestellt wird, dass die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter hat, kann die Gesellschaft durch einen einzigen Verwalter verwaltet werden, der „einzigster Verwalter“ genannt wird, bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung, welche das Vorhandensein von mehr als einem Aktionär feststellt.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter hat wird diese durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen. In diesem Fall muss die Generalversammlung zusätzlich zu dem einzigen Verwalter zwei (2) neue Verwalter ernennen.

Der einzige Verwalter beziehungsweise die Verwalter werden für eine Dauer ernannt, die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Sie können von der Generalversammlung wiedergewählt und jederzeit aberufen werden.

Jeder Verweis auf den Verwaltungsrat in vorliegender Satzung ist ein Verweis auf den einzigen Verwalter (wenn die Gesellschaft einen einzigen Gesellschafter hat) solange die Gesellschaft einen einzigen Gesellschafter hat.

Wenn eine juristische Person Verwalter der Gesellschaft ist, muss diese einen ständigen Vertreter bestimmen, welcher die juristische Person gemäß Artikel 51 bis des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, so wie dies abgeändert wurde.

Der/die Verwalter werden durch die Generalversammlung ernannt. Die Gesellschafter bestimmen ebenfalls die Anzahl der Verwalter, ihre Vergütung und die Dauer ihres Mandats.

Wird die Stelle eines Mitgliedes des Verwaltungsrates durch Tod, Pension oder jeden anderen Grund, frei, so können die verbleibenden Mitglieder durch einfache Stimmenmehrheit das frei gewordene Amt bis zur nächsten Generalversammlung der Aktionäre besetzen. Falls kein Verwalter verfügbar ist, wird durch den Prüfungskommissar schnell eine Generalversammlung einberufen, um einen neuen Verwalter zu ernennen.

Art. 7. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Der erste Vorsitzende wird von der Generalversammlung gewählt. Im Falle der Verhinderung des Vorsitzenden übernimmt das vom Verwaltungsrat bestimmte Mitglied dessen Aufgaben.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern einberufen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, wobei ein Verwaltungsratsmitglied jeweils nur einen Kollegen vertreten kann.

Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Stimme auch schriftlich, fernschriftlich, telegraphisch oder per Telefax abgeben. Fernschreiben, Telegramme und Telefaxe müssen schriftlich bestätigt werden.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratsitzung gefasster Beschluss.

Art. 8. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit absoluter Stimmenmehrheit getroffen. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 9. Die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates werden von den in den Sitzungen anwesenden Mitgliedern unterschrieben.

Die Beglaubigung von Abzügen oder Auszügen erfolgt durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch einen Bevollmächtigten.

Art. 10. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz und durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist.

Art. 11. Der Verwaltungsrat kann seinen Mitgliedern oder Dritten, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen, seine Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung übertragen. Die Übertragung an ein Mitglied des Verwaltungsrates bedarf der vorhergehenden Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Ausnahmsweise wird das erste delegierte Verwaltungsratsmitglied durch die Generalversammlung ernannt.

Art. 12. Gegenüber Drittpersonen wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitglieder rechtkräftig verpflichtet und vertreten oder durch die Unterschrift des alleinigen Verwalters.

Art. 13. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere von der Generalversammlung ernannte Kommissare überwacht, die ihre Zahl und ihre Vergütung festlegt.

Die Dauer der Amtszeit der Kommissare, wird von der Generalversammlung festgelegt. Sie kann jedoch sechs Jahre nicht überschreiten.

Generalversammlung

Art. 14. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Vollmachten um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden. Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt mittels den gesetzlich vorgesehenen Bestimmungen.

Art. 15. Die jährliche Generalversammlung tritt in dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am 1. Juni eines jeden Jahres um 18.00 Uhr, das erste Mal im Jahre 2011.

Falls der vorgenannte Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

Art. 16. Der Verwaltungsrat oder der oder die Kommissare können eine aussergewöhnliche Generalversammlung einberufen. Sie muss einberufen werden, falls Aktionäre, die mindestens (20%) zwanzig Prozent des Gesellschaftskapitals vertreten, einen derartigen Antrag stellen.

Die Stimmabgabe bei der Abstimmung anlässlich dieser ausserordentlichen Generalversammlungen kann per Prokura oder per Brief, Telex, Fax usw. erfolgen.

Jede Aktie gibt ein Stimmrecht von einer Stimme, mit Ausnahme der gesetzlichen Einschränkungen.

Art. 17. Jede ordentliche oder ausserordentliche Generalversammlung kann nur gültig über die Tagesordnung befinden, wenn die Gesellschafter in den gesetzlich vorgesehenen Verhältnissen anwesend oder vertreten sind.

Geschäftsjahr - Gewinnbeteiligung

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres; das erste Geschäftsjahr endet am 31. Dezember 2010.

Der Verwaltungsrat erstellt die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Der Verwaltungsrat legt den Kommissaren die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft spätestens einen Monat vor der Jahresgeneralversammlung vor.

Art. 19. Der Bilanzüberschuss stellt nach Abzug der Unkosten und Abschreibungen den Nettogewinn der Gesellschaft dar. Von diesem Gewinn sind 5% (fünf Prozent) für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage 10% (zehn Prozent) des Gesellschaftskapitals erreicht.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Mit Zustimmung des Kommissars und unter Beachtung der diesbezüglichen Vorschriften, kann der Verwaltungsrat Zwischendividenden ausschütten.

Die Generalversammlung kann beschliessen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

Auflösung - Liquidation

Art. 20. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie die Satzungsänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, vorzeitig oder am Ende ihrer Laufzeit, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sind und die durch die Generalversammlung unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütungen ernannt werden.

Allgemeine Bestimmungen

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften sowie auf die späteren Änderungen.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf eintausendsechshundert Euro (1.600,-). Alle Komparenten verpflichten sich andurch solidarisch diesbezüglich gegenüber dem amtierenden Notar.

Kapitalzeichnung

Die 62 Aktien wurden durch die Gesellschaft PRO CONSULT INTERNATIONAL AG, mit Sitz in L-1330 Luxemburg, 40 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte gezeichnet.

Sämtliche Aktien wurden zu hundert Prozent (100%) in bar eingezahlt, so dass der Gesellschaft ab heute die Summe von einunddreissigtausend Euro (31.000,-) zur Verfügung steht, worüber dem Notar der Nachweis erbracht wurde.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann haben die Erschienenen sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammen gefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1.- Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird festgelegt auf einen diejenige der Kommissare wird festgelegt auf einen.

2.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden mit der ordentlichen Jahresgeneralversammlung des Jahres 2016.

3.- Zum einzigen Verwalter wird ernannt:

Herrn Robert PROJIC, geboren am 10. Oktober 1973 in Berlin (RFA) wohnhaft in HR-21242 GRAB, Ruda BB kod Sinja,

Gegenüber Drittpersonen wird die Gesellschaft durch die alleinige Unterschrift des einzigen Verwalters rechtskräftig verpflichtet und vertreten.

4.- Zum Kommissar wird ernannt:

Die Gesellschaft PRO CONSULT INTERNATIONAL AG, mit Sitz in L-1330 Luxemburg, 40, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer B 141.730

5.- Der Gesellschaftssitz befindet sich auf folgender Adresse:

L-7222 Walferdange, 18, rue de Dommeldange.

Der Notar hat die Komparenten darauf aufmerksam gemacht, dass eine Handelsermächtigung, in Bezug auf den Gesellschaftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, vor der Aufnahme jeder kommerziellen Tätigkeit erforderlich ist, was die Komparenten ausdrücklich anerkennen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, im Jahre, Monat und Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung, haben die vorgenannten Komparenten zusammen mit dem instrumentierenden Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Signé: Projic, Reuter.

Enregistré à Redange/Attert, le 1^{er} juillet 2010. Relation: RED/2010/835. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande et aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange/Attert, le 2 juillet 2010.

K. REUTER.

Référence de publication: 2010091663/195.

(100100853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

C.E.F.I. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 43.312.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010079957/10.

(100090702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

C.W.A. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6183 Gonderange, 22, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 49.887.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour compte de C.W.A. S.à r.l.

Didier ABINET

Référence de publication: 2010079958/11.

(100090579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

C.W.A. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6183 Gonderange, 22, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 49.887.

Les comptes annuels au 31.12.2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour compte de C.W.A. S.à r.l.

Didier ABINET

Référence de publication: 2010079959/11.

(100090585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Carlo Pazolini Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 121.287.

Le Bilan abrégé du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010079960/11.

(100090831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Finbrand S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 142.764.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société FINBRAND du 22 juin 2010 que:

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sont arrivés à échéance et qu'il a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2013 de sorte que le conseil d'administration soit composé comme suit:

Administrateurs:

Francesca Docchio, avec adresse au 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg

Xavier Mangiullo, avec adresse au 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg

David Naman, avec adresse au 2 rue Rodolfo Lanciani, I-00162 Rome, Italie

Commissaire aux comptes:

Vincenzo Bosco, avec adresse au 2, Via San Antonio, I-21013 Gallarate, Italie

Luxembourg, le 22 juin 2010.

Pour copie conforme

Pour le conseil d'administration

Xavier Mangiullo

Administrateur

Référence de publication: 2010080643/21.

(100090832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

CCG International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 243, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 54.550.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010079966/10.

(100090623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Surf & Turf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 154.171.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the twenty-eighth day of June.

Before Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

Waalfin Holding S.A., a public limited liability company, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 57.449,

represented by Mr. Alexander Koch, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy, given under private seal which, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such party, represented as stated above, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which it declares to establish as follows:

Chapter I. Form, Corporate Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate Name. There is hereby established among the subscriber and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, and in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation (the "Articles").

The Company exists under the name of "Surf & Turf S.à r.l."

Art. 2. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is authorised to change the address of the Company's registered office inside the municipality of the Company's registered office.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers.

In the event that in the view of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 3. Corporate Object. The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

This includes, but is not limited to, investment in, acquirement of, disposal of, granting or issuing of (other than to the public) preferred equity certificates, loans, bonds, notes debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including, but not limited to, shares of capital stock, limited partnership interests, limited liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, and obligations (including but not limited to synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities as well as any form of indemnities, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including but not limited to the granting of advances, loans, money deposits and credits as well as the providing of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities, in any kind of form) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same kind of assistance to undertakings which are part of the same group of companies which the Company belongs to or to third parties, provided that doing so falls within the Company's best interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation and engage in such other activities as the Company deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of the foregoing.

Notwithstanding the above, the Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity which would be considered as a regulated activity or that would require the Company to have any other license.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. Share Capital, Shares

Art. 5. Share Capital. The share capital of the Company is set at six hundred ninety three thousand three hundred euro (EUR 693,300.-) divided into six thousand nine hundred thirty three (6,933) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

In addition to the share capital a premium account may be set up, into which any premium paid on any share in addition to the nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. All the shares will be and remain in registered form.

When the Company is composed of a sole shareholder, the sole shareholder may freely transfer its/her/his shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely only amongst shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital.

The transfer of shares shall take place by notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the relevant share until that common representative has been appointed.

Art. 7. Increase and Reduction of the Share Capital. The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles or, as the case may be, by the Law for any amendment of these Articles.

Chapter III. Management, Board of Managers, Auditors

Art. 8. Management. The Company shall be managed by one or several managers, whether shareholders or not (the "Manager(s)"). If several Managers have been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board of Managers").

The Manager(s) shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their number, their remuneration and the limited or unlimited duration of their mandate. The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

Even after the term of their mandate, the Manager(s) shall not disclose Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

Art. 9. Meetings of the Board of Managers. If the Company is composed of one sole Manager, the latter will exercise the power granted by the Law to the Board of Managers.

The Board of Managers will appoint a chairman (the "Chairman") from among its members. It may also appoint a secretary, who need not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholder(s).

The Board of Managers will meet upon notice given by the Chairman. The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers. In her/his absence the Board of Managers may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four hours' written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the place, the date, time and agenda of the meeting.

The notice may be waived by unanimous written consent by all Managers at the meeting or otherwise. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Every board meeting shall be held in Luxembourg or such other place indicated in the notice.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing another Manager as her/his representative.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting. In case of a tied vote, the Chairman has a casting vote.

One or more Managers may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a duly convened and held meeting of the Board of Managers. Such a decision can be constituted of a single document or of several separate documents all having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 10. Minutes of Meetings of the Board of Managers. The minutes of the meeting of the Board of Managers or, as the case may be, of the written decisions of the sole Manager, shall be drawn up and signed by all Managers present at the meeting or, as the case may be, by the sole Manager. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts thereof shall be certified by the sole Manager or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

Art. 11. General Powers of the Managers. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is vested with the broadest powers to act on behalf of the Company and to perform or authorise all acts of administrative or disposal nature, necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Law to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers.

Art. 12. Delegation of Powers. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may confer certain powers and/or special mandates to any member(s) of the Board of Managers or to any other person(s), who need not be a Manager or a Shareholder of the Company, acting either alone or jointly, under such terms and with such powers as the Manager or, as the case may be, the Board of Managers shall determine.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may also appoint one or more advisory committees and determine their composition and purpose.

Art. 13. Representation of the Company. Should only one Manager have been appointed, the Company will be bound toward third parties by the sole signature of that Manager as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the Manager has delegated such signatory power, within the limits of such power.

Should the Company be managed by a Board of Managers, subject to the following, the Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two Managers as well as by the joint signatures or single signature of any person (s) to whom the Board of Managers has delegated such signatory power, within the limits of such power.

Art. 14. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that any one or more duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, has a personal interest in, or is a duly authorised representative of said other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, who serves as a duly authorised representative of any other company or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business, shall not for that sole reason, be automatically prevented from considering and acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Manager has any personal interest in any transaction to which the Company is a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, s/he shall inform the Board of Managers of any such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction. Any such transaction and such Manager's interest therein shall be reported to the sole shareholder or, as the case may be, to the next general meeting of shareholders. When the Company is composed of a sole Manager, any transaction to which the Company shall become a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, and in which the sole Manager has a personal interest which is conflicting with the Company's interest therein, the relevant transaction shall be approved by the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders.

Art. 15. Indemnification. The Company shall indemnify any Manager and her/his heirs, executors and administrators, for expenses reasonably incurred by her/him in connection with any action, suit or procedure to which s/he may be made a party by reason of her/his being or having been a Manager, or at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which s/he is not entitled to be indemnified, except for such action, suit or procedure in relation to matters for which s/he be held liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall only be provided for matters that the Company has been advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the relevant person may be entitled.

Art. 16. Auditors. The supervision of the operations of the Company may be, and shall be if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

The auditors, if any, shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine the number of auditors, if applicable, the remuneration of the auditor and the duration of their mandate. The auditors will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

Chapter IV. Meetings of Shareholders

Art. 17. Annual General Meeting. The annual general meeting, to be held only in case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the first Monday of June of each year, at 2 p.m.

If such day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 18. Other General Meetings of Shareholders. The shareholders may hold general meetings of shareholders to be convened in compliance with the Law by the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, general meetings of shareholders are not compulsory and the shareholders may cast their vote on the proposed resolutions in writing.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad only if, in the discretion of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers circumstances of force majeure so require.

Art. 19. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have the powers vested to it by the Law and by these Articles.

Art. 20. Procedure, Vote. The general meeting of shareholders will meet upon notice given by the Manager or, as the case may be, by the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company made in compliance with the Law and the present Articles.

The notice sent to the shareholders in accordance with the Law will specify the date, time, place and agenda of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing in writing or by fax another person as her/his proxy who need not be a shareholder.

One or several shareholders may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Any general meeting of shareholders shall be presided by the chairman of the Board of Managers or, in his absence, by any other person appointed by the general meeting of shareholders.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall appoint one or several scrutineer(s).

The chairman of the meeting of shareholders together with the secretary and the scrutineer(s) so appointed, form the bureau of the general meeting.

An attendance list indicating the name of the shareholders, the number of shares held by them and, if applicable, the name of their representative, is drawn up and signed by the bureau of the general meeting of the shareholders or, as the case may be, their representatives.

One vote is attached to each share, except otherwise provided for by the Law.

Except if is otherwise required by the Law, any amendment to the present Articles shall be approved by a majority of shareholders representing three-quarters of the corporate capital.

Except as otherwise required by the Law or by the present Articles, all other resolutions will be taken by the majority of shareholders representing more than half of the share capital of the Company. In case the quorum is not reached at the first meeting, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

Art. 21. Minutes of Shareholders Resolutions. Minutes of the written decisions of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meetings of shareholders shall be drawn up and signed by the sole shareholder or, as the case may be, by the bureau of the meeting.

Copies or extracts of the minutes of the resolutions passed by sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders shall be certified by the sole Manager or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

Chapter V. Financial Year, Distribution of Profits

Art. 22. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of the month of February and ends on the last day of the month of January every year.

Art. 23. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed, the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account of the Company in accordance with the Law and submits them to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders and, as the case may be, the auditor(s), for approval.

Each shareholder or its/her/his representative may inspect these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 24. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated. It/s/he may decide to use the whole or part of the remainder to existing losses, if any, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholder(s) as dividend.

Art. 25. Interim Dividends. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation of the Company

Art. 26. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles, unless otherwise provided for by the Law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the shareholders pro rata to the number of the shares held by them.

Chapter VII. Applicable Law

Art. 27. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable Law.

Subscription and Payment

The Articles having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed the number of shares mentioned hereafter and fully paid these shares and a share premium in the amount of one hundred and twelve million three hundred and nine thousand three hundred and sixty-nine euro and thirty-three cents (EUR 112,309,369.33) by means of a contribution in kind (the "Contribution in Kind") consisting of six thousand nine hundred thirty-three (6,933) shares held in O'Neill Brand S.à r.l., a private limited liability company with registered office at 17, rue Beaumont L-1219 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 153.237 and amounting to one hundred and thirteen million two thousand six hundred and sixty-nine euro and thirty-three cents (EUR 113,002,669.33).

Shareholders	Number of shares	Subscribed capital	Share premium
Waalfin Holding S.A., mentioned above	6,933	EUR 693,300.-	EUR 112,309,369.33
Total:	6,933	EUR 693,300.-	EUR 112,309,369.33

The appearing party, represented as above mentioned, declared that there exist no impediments to the free disposal of the Contribution in Kind and to undertake to do whatever is necessary to transfer full ownership of the Contribution in Kind to the Company.

The appearing party, represented as above mentioned, further declared that the aggregate value of the Contribution in Kind is one hundred thirteen million two thousand six hundred and sixty-nine euro and thirty-three cents (EUR 113,002,669.33). This aggregate value has been confirmed by the appearing party in a declaration of contribution dated 22 June 2010.

The undersigned notary states that the conditions set forth in article 183 of the Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately EUR 7,000 (seven thousand Euros).

Transitory Provisions

The first financial year will begin on the present date and will end on 31 January 2011.

Extraordinary General Meeting

The abovementioned shareholder(s), representing the entire subscribed capital, immediately held a first general meeting of shareholders and passed the following resolutions:

1. Resolved to set at three (3) the number of Managers and further resolved to appoint the following as Managers for a unlimited period:

- Mr. Gert van Noord, company director, born in Punta Cardon (Venezuela) on 27 November 1952, with professional address at 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg);

- Mr. Victor Hoogstraal, company director, born in Zurich (Switzerland) on 10 December 1951, with professional address at Heuelstrasse 26, 8032 Zurich (Switzerland); and

- Mr. Johan Frans Andre Josef Tytgat, born in Seattle (USA) on 1 April 1970, with professional address at 136 Ertbruggestraat 136, B-2110 Wijnegem (Belgium).

2. Resolved that the registered office shall be at 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Resolved to set at 1 (one) the number of statutory auditor and further resolved to elect the following as statutory auditor for a period ending at the annual general meeting of shareholders to be held in 2015:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 400, route d'Esch, L-1040 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 65.477.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that on request of the above person, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same persons and in case of discrepancies between the English and the German text, the English text will prevail.

The document having been read to the person present, who is known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendzehn, am 28. Juni.

Vor Uns, Joseph Elvinger, Notar, mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Waalfin Holding S.A., eine unter luxemburgischem Recht gegründete Aktiengesellschaft mit eingetragenem Sitz in der 17, rue Beaumont, L-1219 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 57.449,

vertreten durch Herrn Alexander Koch, Rechtsanwalt, berufsansässig in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg), aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, die, nach Paraphierung und Unterzeichnung "ne varietur" durch den Bevollmächtigten und den unterzeichnenden Notar, zur Eintragung an diese Urkunde angeheftet bleibt.

Diese Partei, vertreten wie oben ausgeführt, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, die folgende Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) auszufertigen, die, wie sie erklärt, folgendermaßen lautet:

Kapitel I. Form, Firma, Eingetragener Sitz, Gegenstand, Dauer

Art. 1. Form, Firma. Es wird hiermit von dem Zeichner und all denjenigen, die Eigentümer der hiernach begebenen Geschäftsanteile werden mögen, eine Gesellschaft in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet (die "Gesellschaft"), die dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, und insbesondere der geänderten Fassung des Gesetzes vom 10. August 1915 bzgl. Handelsgesellschaften (das "Gesetz"), der geänderten Fassung des Artikels 1832 des Zivilgesetzbuches, und der vorliegenden Satzung unterliegen wird (die "Satzung").

Die Gesellschaft besteht unter der Firma "Surf & Turf S.à r.l."

Art. 2. Eingetragener Sitz. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt. Der Alleingeschäftsführer bzw. die Geschäftsführung ist berechtigt, die Anschrift des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft zu ändern.

Zweigstellen und andere Geschäftsstellen können entweder in dem Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Alleingeschäftsführers bzw. der Geschäftsführung errichtet werden.

Falls nach Ansicht des Alleingeschäftsführers bzw. der Geschäftsführung außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen auftreten oder unmittelbar bevorstehen, die die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die Kommunikation mit besagtem Sitz oder zwischen besagtem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen würden, kann dieser bzw. können diese vorübergehend den eingetragenen Sitz ins Ausland verlegen, bis zum Ende dieser ungewöhnlichen Umstände. Solche vorübergehende Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die, ungeachtet der vorübergehenden Verlegung des eingetragenen Sitzes, eine dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegende Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftsgegenstand. Der Gegenstand der Gesellschaft besteht in dem direkten und indirekten Erwerb und Besitz von Beteiligungen, in jedweder Form, in Luxemburg und/oder in ausländischen Unternehmungen, sowie die Verwaltung, Entwicklung und das Management von solchen Beteiligungen.

Dies umfasst, ohne darauf begrenzt zu sein, die Investierung in, der Erwerb von, die Verfügung über, die Gewährung oder die Ausgabe (außer an die Öffentlichkeit) von Vorzugskapitalzertifikaten, Darlehen, Anleihen, Schuldverschreibungen und andere Schuldtitel, Gesellschaftsanteile, Optionsscheine und andere Kapitaltitel und -rechte, einschließlich und ohne darauf beschränkt zu sein, Stammaktien, Kapitaleinlagen in Kommanditgesellschaften, Kapitaleinlagen in Gesellschaften mit beschränkter Haftung, Vorzugsaktien, Wertpapiere und Wechsel, sowie jede Kombination des Vorgenannten, in jedem Fall unabhängig davon, ob unmittelbar handelbar oder nicht, und Obligationen (einschließlich, und ohne darauf beschränkt zu sein, synthetische Schuldverschreibungen) in jeder Art von Gesellschaft, juristischer Person oder anderem Rechtssubjekt.

Die Gesellschaft kann ihre Mittel auch zur Investierung in Immobilien, in geistige Eigentumsrechte und/oder jedwede anderen beweglichen oder unbeweglichen Werte in jedweder Form oder jedweder Art verwenden.

Die Gesellschaft kann luxemburgischen und ausländischen Rechtssubjekten, Pfand, Garantien, dingliche Sicherungsrechte, Hypotheken und jede andere Form von Sicherheiten sowie jede Form von Haftungsfreistellung gewähren im Hinblick auf ihre eigenen Verpflichtungen und Schulden.

Die Gesellschaft ist auch berechtigt, den Tochtergesellschaften der Gesellschaft Unterstützung in jedweder Form (einschließlich, und ohne darauf beschränkt zu sein, der Gewährung von Vorschüssen, Darlehen, Geldeinlagen und Gutschriften sowie die Bereitstellung von Pfand, Garantien, dingliche Sicherungsrechte, Hypotheken und jede andere Form von Sicherheiten, in jedweder Form). Gelegentlich kann die Gesellschaft die gleiche Art von Unterstützung Unternehmungen gewähren, die Teil der gleichen Unternehmensgruppe sind, zu der die Gesellschaft gehört, oder Dritten, vorausgesetzt, dass dies im besten Interesse der Gesellschaft liegt und keine Genehmigungen vonnöten macht.

Im Allgemeinen kann die Gesellschaft jede wirtschaftliche, industrielle oder finanzielle Tätigkeit durchführen und solche anderen Tätigkeiten betreiben, wie die Gesellschaft sie für notwendig, ratsam, zweckdienlich, beiläufig oder nicht unvereinbar hält hinsichtlich dem Erreichen und der Entwicklung des Vorhergehenden.

Ungeachtet des Vorstehenden, ist der Gesellschaft nicht gestattet, ein Geschäft abzuschließen, das bewirken würde, dass sie an einer Tätigkeit beteiligt ist, die als regulierte Tätigkeit gelten würde oder die bedingen würde, dass die Gesellschaft eine andere Genehmigung hat.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft wird für einen unbestimmten Zeitraum errichtet.

Kapitel II. Stammkapital, Anteile

Art. 5. Stammkapital. Das gezeichnete Stammkapital der Gesellschaft beträgt sechshundertdreiundneunzigtausenddreihundert Euro (EUR 693.300,-), unterteilt in sechstausendneunhundertdreiunddreißig Euro (6.933) Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-).

Zusätzlich zu dem Stammkapital kann ein Prämienkonto eingerichtet werden, auf welches das auf jedweden Anteil über den jeweiligen Nennwert hinaus gezahlte Aufgeld überwiesen wird. Der Betrag des Prämienkontos kann zur Bezahlung jedweder Anteile, die die Gesellschaft von ihren Anteilseigner(n) zurückkaufen kann, zur Aufrechnung mit realisierten Nettoverlusten, zu Ausschüttungen an die Anteilseigner oder zur Zuteilung an die gesetzliche Rücklage verwendet werden.

Art. 6. Anteile. Alle Anteile sind und bleiben in eingetragener Form.

Besteht die Gesellschaft aus einem Alleingesellschafter, kann der Alleingesellschafter seine Anteile frei übertragen.

Besteht die Gesellschaft aus mehreren Gesellschaftern, können die Anteile nur unter den Anteilseignern frei übertragen werden. Anteile an Nichtanteilseigner können nur mit Genehmigung der Hauptversammlung der Anteilseigner, die mindestens $\frac{3}{4}$ des Stammkapitals der Gesellschaft vertreten, übertragen werden.

Die Übertragung der Anteile erfolgt durch notarielle oder Privaturkunde. Eine solche Übertragung bindet die Gesellschaft und Dritte nur, wenn die Gesellschaft ordnungsgemäß benachrichtigt oder von der Gesellschaft akzeptiert wurde, gemäß Artikel 1690 des Zivilgesetzbuchs.

Jeder Anteil ist unteilbar, insoweit es die Gesellschaft betrifft. Miteigentümer müssen gegenüber der Gesellschaft durch einen gemeinsamen Bevollmächtigten, ob unter ihnen ernannt oder nicht, vertreten werden. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte bezüglich des jeweiligen Anteils auszusetzen, bis ein gemeinsamer Bevollmächtigter ernannt worden ist.

Art. 7. Erhöhung und Reduzierung des Stammkapitals. Das gezeichnete Stammkapital der Gesellschaft kann durch Beschluss des Alleingeschafters bzw. der Hauptversammlung der Gesellschafter, die mit dem Quorum und den Mehrheitsregeln gemäß dieser Satzung bzw. des Gesetzes abstimmt, ein- oder mehrmalig erhöht oder reduziert werden.

Kapitel III. Geschäftsführung, Geschäftsführer, Satzungsmäßige Buchprüfer

Art. 8. Geschäftsführung. Die Gesellschaft wird von einem (der "Alleingeschäftsführer") oder mehreren Geschäftsführern geleitet, ob Gesellschafter oder nicht (der / die "Geschäftsführer"). Wenn mehrere Geschäftsführer ernannt worden sind, bilden die Geschäftsführer ein Leitungsgremium (die "Geschäftsführung").

Der Alleingeschäftsführer bzw. die Geschäftsführung wird von dem Alleingesellschafter bzw. von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannt, der bzw. die ihre Anzahl, ihre Bezahlung und die befristete oder unbefristete Dauer ihres Mandats festlegt. Die Geschäftsführer üben ihr Amt bis zur Wahl ihrer Nachfolger aus. Sie können am Ende ihres Mandats wiedergewählt und mit oder ohne Grund durch einen Beschluss des Alleingesellschafters bzw. der Hauptversammlung der Gesellschafter abgelöst werden.

Der bzw. die Geschäftsführer sind auch nach Ablauf ihrer Amtszeit gehalten, ihnen zugänglich gemachte Informationen über die Gesellschaft, die den Interessen der Gesellschaft schaden könnten, nicht offen zu legen, außer wenn eine solche Offenlegung gesetzlich vorgeschrieben ist.

Art. 9. Sitzungen der Geschäftsführung. Wenn die Gesellschaft aus einem Alleingeschäftsführer besteht, übt dieser die Befugnisse aus, die das Gesetz der Geschäftsführung zugesteht.

Die Geschäftsführung ernennt aus ihren Mitgliedern einen Vorsitzenden (der "Vorsitzende"). Sie kann zudem einen Schriftführer ernennen, der kein Geschäftsführer sein muss und verantwortlich für die Protokollierung der Sitzungen der Geschäftsführung und der Gesellschafter ist.

Die Geschäftsführung versammelt sich nach Einberufung durch den Vorsitzenden. Der Vorsitzende führt den Vorsitz bei allen Sitzungen der Geschäftsführung. In seiner / ihrer Abwesenheit kann die Geschäftsführung durch Mehrheitswahl der bei dieser Sitzung Anwesenden oder Vertretenen einen anderen Geschäftsführer als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

Außer bei Dringlichkeit oder bei vorheriger Zustimmung aller zur Teilnahme Berechtigter, ist über Sitzungen der Geschäftsführung mit einer Frist von mindestens vierundzwanzig (24) Stunden schriftlich zu benachrichtigen. Jede solche schriftliche Benachrichtigung gibt den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung der Sitzung an.

Auf die Benachrichtigung kann durch einstimmiges schriftliches Einverständnis aller Geschäftsführer in der Sitzung oder anderweitig verzichtet werden. Eine gesonderte Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, die zu Zeiten und an Orten abgehalten werden, die in einem durch Geschäftsführungsbeschluss vorher genehmigten Zeitplan enthalten sind.

Jede Sitzung der Geschäftsführung ist in Luxemburg oder an dem in der Einladung angegebenen Ort abzuhalten.

Jeder Geschäftsführer kann auf jeder Sitzung der Geschäftsführung handeln, indem er/sie schriftlich einen anderen Geschäftsführer als seinen/ ihren Vertreter ernennt.

Die Geschäftsführung ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit der amtierenden Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist.

Geschäftsführungsbeschlüsse werden mit Stimmmehrheit der an der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Die Teilnahme einer oder mehrerer Geschäftsführer an einer Sitzung per Konferenzschaltung, Videokonferenz oder ähnlichem Kommunikationsmittel, die eine simultane Verständigung der daran teilnehmenden Personen miteinander gewährleistet, ist zulässig. Diese Arten der Teilnahme stehen einer physischen Anwesenheit in der Sitzung gleich.

Ein schriftlicher, von allen Geschäftsführern unterzeichneter Beschluss ist zulässig und wirksam wie wenn er bei einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Sitzung der Geschäftsführung gefasst worden wäre. Ein solcher Beschluss kann entweder in einem einzelnen Dokument oder in mehreren gesonderten Dokumenten, die alle den gleichen Inhalt haben und jeweils von einem oder mehreren Geschäftsführern unterschrieben werden, festgehalten werden.

Art. 10. Protokoll der Sitzung der Geschäftsführung. Das Sitzungsprotokoll der Geschäftsführung bzw. die schriftlichen Beschlüsse des Alleingeschäftsführers werden von allen bei der Sitzung anwesenden Geschäftsführern bzw. dem Alleingeschäftsführer aufgesetzt und unterzeichnet. Sämtliche Vollmachten bleiben daran angeheftet.

Kopien davon oder Auszüge daraus werden von dem Alleingeschäftsführer bzw. vom Vorsitzenden der Geschäftsführung oder zweier beliebiger Geschäftsführer beglaubigt.

Art. 11. Allgemeine Befugnisse der Geschäftsführer. Der Alleingeschäftsführer bzw. die Geschäftsführung hat die weitesten Befugnisse, um im Namen der Gesellschaft zu handeln und um sämtliche Verwaltungs- oder Verfügungsmaßnahmen durchzuführen oder dazu zu ermächtigen, die notwendig oder nützlich zur Erreichung des Gesellschaftsgegenstandes sind. Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich vom Gesetz oder durch diese Satzung dem Alleingesellschafter bzw. der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich des Alleingeschäftsführers bzw. der Geschäftsführung.

Art. 12. Übertragung von Befugnissen. Der Alleingeschäftsführer bzw. die Geschäftsführung kann jedem Mitglied bzw. Mitgliedern der Geschäftsführung oder jeder anderen Person(en), die nicht Geschäftsführer oder Gesellschafter der Gesellschaft sein muss (müssen), allein oder gemeinsam handelnd, bestimmte Befugnisse übertragen und/oder spezielle Mandate erteilen, unter den Bedingungen und mit den Befugnissen, wie sie der Alleingeschäftsführer bzw. die Geschäftsführung festlegt.

Der Alleingeschäftsführer bzw. die Geschäftsführung kann zudem ein oder mehrere Beratungskomitees ernennen und deren Zusammensetzung und Zweck festlegen.

Art. 13. Vertretung der Gesellschaft. Im Falle der Ernennung eines Alleingeschäftsführers wird die Gesellschaft Dritten gegenüber durch die alleinige Unterschrift dieses Geschäftsführers sowie durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift

jedweder Person(en), der (denen) der Geschäftsführer eine solche Zeichnungsvollmacht erteilt hat, in den Grenzen dieser Vollmacht, verpflichtet.

Im Falle der Leitung der Gesellschaft durch eine Geschäftsführung wird die Gesellschaft Dritten gegenüber durch die gemeinsame Unterschrift von zwei beliebigen Geschäftsführern sowie durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der (denen) die Geschäftsführung eine solche Zeichnungsvollmacht erteilt hat, in den Grenzen dieser Vollmacht, verpflichtet.

Art. 14. Interessenkonflikt. Verträge oder sonstige Transaktionen zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens werden nicht durch die bloße Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam, dass ein ordnungsgemäß ermächtigter Vertreter der Gesellschaft, einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, jedes Geschäftsführers, ein persönliches Interesse an genannter anderer Gesellschaft oder genanntem anderen Unternehmen hat oder deren ordnungsgemäß ermächtigter Vertreter ist.

Vorbehaltlich anderer nachstehender Regelungen ist jeder ordnungsgemäß ermächtigte Vertreter der Gesellschaft, einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, jedes Geschäftsführers, der als ordnungsgemäß ermächtigter Vertreter der anderen Gesellschaft oder des anderen Unternehmens, gegenüber der sich die Gesellschaft vertraglich verpflichtet oder mit der oder dem sie anderweitig Geschäfte tätigt, dient, automatisch aufgrund dieser Verbindung zu dieser anderen Gesellschaft oder diesem anderen Unternehmen von der Beratung an und Beschlussfassung über sowie von Handlungen hinsichtlich jedweder Angelegenheit mit Bezug zu diesem Vertrag oder diesen anderen Geschäften ausgeschlossen.

Ungeachtet des Vorstehenden muss ein Geschäftsführer, falls er/sie ein persönliches Interesse an jedweder Transaktion, an der die Gesellschaft beteiligt ist, ausgenommen solche Transaktionen, die in den Bereich der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft fallen, unter normalen Umständen und zu Marktbedingungen getätigt werden, die Geschäftsführung von diesem persönlichen Interesse in Kenntnis setzen und darf nicht an der Beratung oder an der Beschlussfassung über eine solche Transaktion teilnehmen. Eine solche Transaktion und ein solches Interesse des Geschäftsführers daran werden dem Alleingesellschafter bzw. der nächsten Hauptversammlung der Gesellschafter mitgeteilt.

Falls die Gesellschaft einen Alleingeschäftsführer hat, ist jede Transaktion, an der die Gesellschaft Partei werden soll, ausgenommen solche Transaktionen, die in den Bereich der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft fallen, unter normalen Umständen und zu Marktbedingungen getätigt werden, und an der der Alleingeschäftsführer ein persönliches Interesse hat, das mit dem Interesse der Gesellschaft daran kollidiert, von dem Alleingeschäftsführer bzw. der Hauptversammlung der Gesellschafter zu genehmigen.

Art. 15. Entschädigung. Die Gesellschaft entschädigt jeden Geschäftsführer und seine/ ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Nachlassverwalter für Aufwendungen, die er/sie vernünftigerweise in Verbindung mit einem Verfahren, einer Klage oder einem sonstigem Rechtsstreit erlitten hat, an dem/ der er/sie Streitpartei wurde aufgrund seiner/ihrer Stellung als amtierender oder ehemaliger Geschäftsführer oder, auf Antrag der Gesellschaft, jeder anderen Gesellschaft, an der die Gesellschaft Gesellschafter oder gegenüber der sie Gläubiger ist und gegenüber der er/sie kein Recht auf Entschädigung hat, ausgenommen solcher Verfahren, Klagen oder sonstigem Rechtsstreit bezüglich Gegenstände, für die er/sie rechtskräftig verurteilt wird wegen grober Fahrlässigkeit oder schuldhaftem Verhalten. Im Falle eines Vergleichs wird Entschädigung nur für Gegenstände geleistet, in Bezug auf die die Gesellschaft von ihrem Rechtsbeistandes beraten wurde, dass keine Pflichtverletzung seitens des zu Entschädigenden vorliegt. Das vorstehende Entschädigungsrecht schließt andere der jeweiligen Person zustehende Rechte nicht aus.

Art. 16. Abschlussprüfer. Mit der Überwachung der Tätigkeiten der Gesellschaft kann/ können und, falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss/ müssen ein oder mehrere Abschlussprüfer betraut werden.

Die Abschlussprüfer, falls vorhanden, werden von dem Alleingeschäftsführer bzw. der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannt, der bzw. die die Anzahl der Abschlussprüfer, gegebenenfalls die Bezahlung des Abschlussprüfers und die Dauer ihres Amtes festsetzt bzw. festsetzen. Die Abschlussprüfer führen ihr Amt bis zur Wahl ihrer Nachfolger fort. Am Ende ihrer Amtszeit können sie wiedergewählt werden, und sie können jederzeit, mit oder ohne Grund, durch Beschluss des Alleingeschäftsführers bzw. der Hauptversammlung der Gesellschafter, aus ihrem Amt entlassen werden.

Kapitel IV. Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 17. Jahreshauptversammlung der Gesellschafter. Die Jahreshauptversammlung der Gesellschafter, abzuhalten falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, wird am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an jedem anderen in der Einladung angegebenen Ort am ersten Montag im Juni jeden Jahres um 14.00 Uhr abgehalten.

Falls dieser Tag kein Werktag in dem Großherzogtum Luxemburg ist, wird die Versammlung am ersten darauffolgenden Werktag abgehalten.

Art. 18. Weitere Hauptversammlungen der Gesellschafter. Die Gesellschafter können Gesellschafterhauptversammlungen abhalten, die gemäß dem Gesetz von dem Alleingeschäftsführer bzw. der Geschäftsführung, von dem (den) Abschlussprüfer(n), falls vorhanden, oder von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals der Gesellschaft besitzen, einberufen werden.

Falls sich die Gesellschaft aus nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern zusammensetzt, sind Hauptversammlungen der Gesellschafter nicht zwingend, und die Gesellschafter können ihre Stimme für die vorgeschlagenen Beschlüsse schriftlich abgeben.

Hauptversammlungen der Gesellschafter, einschließlich der Jahreshauptversammlung der Gesellschafter, können im Ausland nur dann abgehalten werden, wenn, nach dem Ermessen des Alleingeschäftsführers bzw. der Geschäftsführung Umstände höherer Gewalt dies erfordern.

Art. 19. Befugnisse der Gesellschafterversammlungen. Jede ordnungsgemäß einberufene Gesellschafterversammlung vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter.

Die Hauptversammlung der Gesellschafter hat die ihr durch das Gesetz und diese Satzung übertragenen Befugnisse.

Art. 20. Verfahren, Stimmrecht. Die Hauptversammlung der Gesellschafter wird durch Benachrichtigung durch den Alleingeschäftsführer bzw. die Geschäftsführung, durch den (die) Abschlussprüfer, falls vorhanden, oder durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals der Gesellschaft besitzen, gemäß dem Gesetz und der vorliegenden Satzung einberufen.

Die im Einklang mit dem Gesetz an die Gesellschafter verschickte Benachrichtigung gibt das Datum, die Zeit, den Ort und die Tagesordnung der Versammlung an.

Falls alle Gesellschafter bei einer Hauptversammlung der Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und falls sie bestätigen, von der Tagesordnung der Versammlung Kenntnis zu haben, kann diese ohne vorherige Benachrichtigung abgehalten werden.

Ein Gesellschafter kann auf jeder Hauptversammlung der Gesellschafter Handlungen vornehmen durch schriftliche Ernennung eines Stellvertreters, der nicht notwendigerweise Gesellschafter sein muss, oder durch dessen Ernennung per Fax.

Ein oder mehrere Gesellschafter kann oder können an Versammlungen per Konferenzschaltung, Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel, die die simultane Verständigung mehrerer daran teilnehmender Personen miteinander ermöglichen, teilnehmen. Diese Teilnahme steht einer physischen Anwesenheit bei der Versammlung gleich.

Der Alleingeschäftsführer bzw. die Geschäftsführung kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die erfüllt sein müssen, um an einer Hauptversammlung der Gesellschafter teilzunehmen.

Jeder Hauptversammlung der Gesellschafter sitzt der Vorsitzende der Geschäftsführung oder, in seiner Abwesenheit, jede andere von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannte Person vor.

Der Vorsitzende der Geschäftsführung ernennt einen Schriftführer.

Die Hauptversammlung der Gesellschafter ernennt einen oder mehrere Wahlprüfer.

Der Vorsitzende der Hauptversammlung der Gesellschafter bildet zusammen mit dem Schriftführer und dem (den) Wahlprüfer(n), so ernannt, das Büro der Hauptversammlung.

Eine Anwesenheitsliste, die die Namen der Gesellschafter, die Anzahl der von ihnen gehaltenen Anteile, und gegebenenfalls der Name ihrer Vertreter angibt, wird vom Büro der Hauptversammlung der Gesellschafter bzw. ihrer Vertreter erstellt und unterzeichnet.

Jeder Anteil verfügt über eine Stimme, außer das Gesetz ist anderslautend.

Wenn das Gesetz nichts anderes vorschreibt, wird jede Änderung der vorliegenden Satzung mit Mehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, beschlossen.

Außer das Gesetz oder die vorliegende Satzung schreibt anderes vor, werden alle anderen Beschlüsse von der Mehrheit der Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals der Gesellschaft vertreten, gefasst. Falls das Quorum nicht in der ersten Versammlung erreicht wird, werden die Gesellschafter, mittels eingeschriebenem Brief, ein zweites Mal versammelt oder hinzugezogen, und Entscheidungen werden von der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, ungeachtet der Anteils der vertretenen Kapitals.

Art. 21. Protokoll der Gesellschafterbeschlüsse. Das Protokoll der schriftlichen Entscheidungen des Alleingeschäftsführers bzw. der Hauptversammlung der Gesellschafter werden von dem Alleingeschäftsführer bzw. dem Büro der Hauptversammlung aufgesetzt und unterzeichnet.

Kopien der oder Auszüge aus dem Protokoll der vom Alleingeschäftsführer bzw. der Hauptversammlung der Gesellschafter gefassten Beschlüsse werden von dem Alleingeschäftsführer bzw. dem Vorsitzenden der Geschäftsführung oder zweier beliebiger Geschäftsführer beglaubigt.

Kapitel V. Geschäftsjahr, Dividenden

Art. 22. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Februar und endet am 31. Januar eines jeden Jahres.

Art. 23. Verabschiedung des Jahresabschlusses. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden die Konten geschlossen, der Alleingeschäftsführer bzw. die Geschäftsführung stellt ein Inventar der Aktiva und Passiva, die Bilanz und das Gewinn- und Verlustkonto der Gesellschaft gemäß dem Gesetz auf und legt sie dem Alleingeschäftsführer bzw. der Hauptversammlung der Gesellschafter und gegebenenfalls dem (den) Abschlussprüfer(n) zur Billigung vor.

Jeder Gesellschafter oder sein Vertreter kann in diese finanziellen Dokumente am eingetragenen Sitz der Gesellschaft Einblick nehmen. Falls sich die Gesellschaft aus mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern zusammensetzt, kann dieses

Recht nur innerhalb von fünfzehn Tagen vor dem für die Jahreshauptversammlung der Gesellschafter gesetzten Zeitpunkt ausgeübt werden.

Art. 24. Verteilung des Gewinns. Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) für die Bildung der vom Gesetz vorgeschriebenen Rücklage bereitgestellt. Diese Bereitstellung wird nicht mehr verlangt, sobald und solange die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des gezeichneten Kapitals der Gesellschaft beträgt.

Der Alleingesellschafter bzw. die Hauptversammlung der Gesellschafter bestimmt, wie der Restbetrag des jährlichen Nettogewinns verteilt wird. Er bzw. sie kann entscheiden, den gesamten Restbetrag oder einen Teil davon für bestehende Verluste, falls vorhanden, zu verwenden, zum nächstfolgenden Geschäftsjahr vorzutragen oder als Dividende an die Gesellschafter auszuschütten.

Art. 25. Zwischendividende. Der Alleingeschäftsführer bzw. die Geschäftsführung ist berechtigt, Zwischendividenden ausschütten, vorausgesetzt, dass die aktuellen Zwischenkonten erstellt worden sind und besagte Zwischenkonten zeigen, dass die Gesellschaft ausreichend verfügbare Mittel für eine solche Ausschüttung hat.

Kapitel VI. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft

Art. 26. Auflösung, Abwicklung. Die Gesellschaft kann durch Entscheidung des Alleingeschafters bzw. der Hauptversammlung der Gesellschafter mit demselben Quorum und derselben Mehrheit, die für die Änderung dieser Satzung gelten, aufgelöst werden, außer das Gesetz schreibt etwas anderes vor.

Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, so wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Abwickler durchgeführt, die von dem Alleingeschafter bzw. der Hauptversammlung der Gesellschafter bestellt, der bzw. die deren Aufgaben und Vergütung festsetzt.

Nach Zahlung aller ausstehenden Schulden der und Forderungen gegen die Gesellschaft, einschließlich Steuern und Kosten des Abwicklungsprozesses, wird das verbleibende Nettovermögen der Gesellschaft gleichmäßig unter den Gesellschaftern anteilig der Anzahl der von ihnen gehaltenen Anteile verteilt.

Kapitel VII. Anwendbares Recht

Art. 27 Anwendbares Recht. Sämtliche nicht in dieser Satzung geregelten Gegenstände werden gemäß dem anwendbaren Gesetz bestimmt.

Zeichnung und Einzahlung

Nachdem die Satzung folglich von der erschienenen Partei erstellt worden ist, hat diese Partei die nachfolgend genannte Anzahl von Anteilen gezeichnet und diese Anteile und ein Agio in Höhe von einhundertzwölf Millionen dreihundertneuntausenddreihundertneunundsechzig Euro und dreiunddreißig Cents (EUR 112.309.369,33) vollständig gezahlt mittels einer Sacheinlage (die "Sacheinlage") bestehend aus sechstausendneunhundertdreiunddreißig (6.933) Anteilen gehalten in O'-Neill Brand S.à r.l., eine unter luxemburgischem Recht gegründete Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit eingetragenem Sitz in der 17, rue Beaumont, L-1219 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 153.237 eingetragen, im Wert von einhundertdreizehn Millionen zweitausendsechshundertneunundsechzig Euro und dreiunddreißig Cents (EUR 113.002.669,33).

Gesellschafter	Anzahl der Anteile	Gezeichnetes Stammkapital	Agio
Waalfin Holding S.A., vorgenannt	6.933	EUR 693.300,-	EUR 112.309.369,33
Gesamt:	6.933	EUR 693.300,-	EUR 112.309.369,33

Die erschienene Partei, wie vorgenannt vertreten, erklärte, dass keine Hindernisse bezüglich der freien Verfügbarkeit der Sacheinlage bestehen und dass sie alles Notwendige unternimmt, um das volle Eigentum an der Sacheinlage an die Gesellschaft zu übertragen.

Die erschienene Partei, wie vorgenannt vertreten, erklärte weiter, dass sich der Gesamtwert der Sacheinlage auf einhundertdreizehn Millionen zweitausendsechshundertneunundsechzig Euro und dreiunddreißig Cents (EUR 113.002.669,33) beläuft. Dieser Gesamtwert ist von der erschienenen Partei in einer Einlageerklärung vom 22. Juni 2010 bestätigt worden.

Der unterzeichnende Notar bestätigt, dass die Voraussetzungen des Artikel 183 des Gesetzes erfüllt sind und bezeugt ausdrücklich ihre Erfüllung.

Kosten

Die von der Gesellschaft infolge dieser Urkunde zu tragenden Auslagen, Kosten, Gebühren und sonstigen Aufwendungen jedweder Art werden auf EUR EUR 7.000 (sieben tausend Euros) geschätzt.

Übergangsvorschriften

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem heutigen Tag und endet zum 31. Januar 2011.

Außerordentliche Hauptversammlung der Gesellschafter

Der obengenannte Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Kapital vertritt, hielt unmittelbar eine außerordentliche Hauptversammlung ab und verabschiedete folgende Beschlüsse:

1. Beschloss, die Zahl der Geschäftsführer auf drei (3) festzusetzen und beschloss weiter, die Nachfolgenden als Geschäftsführer für unbegrenzte Zeit zu ernennen:

- Herr Gert van Noord, Geschäftsführer, geboren in Punta Cardon (Venezuela) am 27. November 1952, berufsansässig in der 17, rue Beaumont, L-1219 Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

- Herr Victor Hoogstraal, Geschäftsführer, geboren in Zürich (Schweiz) am 10. Dezember 1951, berufsansässig in der Heuelstrasse 26, 8032 Zürich (Schweiz); und

- Herr Johan Frans Andre Josef Tytgat, geboren in Seattle (USA) am 1. April 1970, berufsansässig in der 136 Ertbruggestraat, B-2110 Wijnegem (Belgien).

2. Beschloss, dass der eingetragene Sitz in der 17, rue Beaumont, L-1219 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg ist.

3. Beschloss, die Zahl der Abschlussprüfer auf einen (1) festzusetzen und beschloss weiter, die Nachfolgende als Abschlussprüfer für den Zeitraum bis zur in 2015 abzuhaltenden Gesellschafterjahreshauptversammlung zu ernennen:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., eine unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und eingerichtete Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit eingetragenem Sitz in 400, route d'Esch, L-1040 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 65.477.

Hierüber wurde die vorliegende Urkunde in Luxemburg aufgesetzt, am Tag wie eingangs dieser Urkunde erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, bestätigt hiermit, das auf Antrag der obengenannten Person diese notarielle Urkunde in Englisch verfasst wurde, mit einer deutschen Übersetzung im Anschluss; auf Antrag der gleichen Person ist im Falle einer Diskrepanz zwischen dem englischen und dem deutschen Text der englische Text maßgeblich.

Nach Verlesung der Urkunde gegenüber der anwesenden Person, die dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannt ist, hat dieselbe zusammen mit dem Notar diese Originalurkunde unterschrieben.

Signé: A. KOCH, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 juillet 2010. Relation: LAC/2010/29187. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Référence de publication: 2010092687/650.

(100103387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2010.

Chamaeleon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5433 Niederdonven, 8, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 124.525.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010079967/10.

(100090630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Compagnie Européenne de Commerce et de Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 90.070.

Nous vous informons que nous démissionnons de notre mandat de commissaire de la société COMPAGNIE EUROPÉENNE DE COMMERCE ET DE SERVICES S.A. avec effet immédiat. Nous procéderons à la publication de la démission du commissaire au mémorial du Grand-Duché du Luxembourg.

Luxembourg, le 15 juin 2010.

Ronald Weber / Romain Bontemps.

Référence de publication: 2010079970/11.

(100090808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Japan Kulturzentrum, Association sans but lucratif.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 58, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg F 8.413.

STATUTS

Chapitre I^{er} . - Dénomination - Siège - Durée

Art. 1^{er} . Entre les soussignés:

- M. Juan Magaña-Campos, fonctionnaire européen, demeurant à L-1420 Luxembourg, 119, avenue Gaston Diderich
- M. Keiko Kojima-Glodt, employé privé, demeurant à L-4988 Sanem, 4b, rue de la Fontaine
- M. Naoko Magaña-Takashima, femme au foyer, demeurant à L-1420 Luxembourg, 119, avenue Gaston Diderich

Art. 2. Il est constitué une association sans but lucratif régie par les présents statuts et la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique, telle que subséquentement modifiée, dont le siège social se trouve au 58, rue Marie-Adélaïde, L-2128 Luxembourg-Merl.

Art. 3. Tous les membres présents et ceux qui seront admis par la suite s'engagent à observer les présents statuts.

Art. 4. La ASBL prend la dénomination de "Japan Kulturzentrum (Centre Culturel du Japon ou Japan Center Luxembourg)".

Art. 5. L'Association est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. - Objet et Moyens d'action

Art. 6. L'Association a pour objet de promouvoir la culture, la langue et les activités traditionnelles du Japon au Grand-Duché de Luxembourg et la Grande Région, ainsi que de faciliter l'intégration des familles japonaises qui habitent au Luxembourg et notamment promouvoir le développement éducatif et culturel des enfants de nationalité japonaise qui habitent au Luxembourg.

Art. 7. Afin de réaliser son objet, l'association envisage notamment de:

- (i) Proposer des cours de langue japonaise aux adultes et enfants
- (ii) Proposer des cours, séminaires ou formations pratiques de calligraphie japonaise, cuisine, arrangement de fleurs (ikebana), chanson et peinture traditionnelle pour adultes et enfants et autres activités similaires.
- (iii) Proposer des cours pour le développement éducatif des enfants en japonais, des programmes pour le développement intellectuel en mathématiques, logique, etc.
- (iv) Proposer des cours, séminaires ou formations pratiques en relation avec la culture japonaise ou extrême orientale.
- (v) Promouvoir les objectifs de l'association avec une potentielle collaboration avec d'autres fondations ou entreprises partageant le même esprit que l'association.
- (vi) Organiser de stages au Japon et des échanges pour adultes intéressés en vue de réaliser le but de l'association.

Chapitre III. - Membres

Art. 8. L'association est composée de personnes intéressées à oeuvrer pour celle-ci.

- L'association se compose de membres actifs. Le nombre des membres actifs ne peut être inférieur à 3.
- Peuvent devenir membres de l'association toutes les personnes qui ont été acceptées comme telles par le conseil d'administration de l'association.
 - Le conseil d'administration tient à jour la liste des membres. Il peut en retirer les personnes ayant plus de un ans de retard dans le versement de leurs cotisations.
 - Le Conseil d'Administration peut prononcer l'exclusion d'un membre qui agit contre les intérêts de l'association, qui contrevient à ses statuts, à ses décisions et à ses règlements, ou qui fait preuve d'une conduite notoire.
 - Cette décision devra être confirmée par la prochaine assemblée générale, qui statuera à la majorité des 2/3 des membres présents.
 - Le membre exclu, qui désire faire valoir ses moyens de défense, devra être entendu par cette assemblée générale.
 - Chaque membre peut sortir à tout moment de l'association en faisant part de sa décision par écrit au Conseil d'Administration.
 - Les candidats à l'admission font une demande au Comité qui se prononce de manière discrétionnaire. Les membres s'engagent à payer la cotisation dont le montant sera fixé par l'Assemblée Générale.
 - La qualité de membre se perd par démission envoyée, ou par exclusion sans indication de motifs prononcée par le Comité, avec la possibilité de recours à l'Assemblée Générale.

Art. 9. Les ressources de l'association sont notamment fournies par:

- (i) les cotisations des membres;
- (ii) les dons, legs et subsides obtenus auprès de particuliers ou d'organismes;
- (iii) les recettes de manifestations ou courses diverses;
- (iv) les subventions des pouvoirs publics.

Le montant des cotisations est fixé par l'Assemblée générale annuellement. L'énumération qui précède n'est pas limitative.

Art. 10. L'association n'est responsable que jusqu'à concurrence de la fortune qu'elle possède. Les membres n'ont aucune responsabilité personnelle, sous réserve du paiement de leur cotisation annuelle.

Chapitre IV. - Administration

Art. 11. Les organes de l'association sont:

- (i) l'Assemblée Générale;
- (ii) le Conseil d'Administration.

Art. 12. L'Assemblée générale (AG) est l'organe suprême de l'association. Elle réunit tous les membres de l'association et prend les décisions importantes.

- Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du Comité. Elle doit être convoquée au minimum quinze jours avant la date de sa tenue avec l'ordre du jour.

- Une assemblée générale extraordinaire pourra être convoquée toutes les fois que les intérêts de l'association l'exigent ou à la requête écrite de deux tiers des membres.

- Ses attributions sont les suivantes:

(i) adopter et modifier les statuts, ceci doit être effectué en conformité avec la loi du 21 avril 1928, telle que subséquentement modifiée;

(ii) approuver:

- les comptes;
- le budget;
- l'association avec une organisation à but semblable;

(iii) nommer les membres du C.A.;

(iv) fixer la cotisation annuelle;

(v) prendre toutes les décisions qui lui sont réservées par la loi ou les statuts.

- Cette liste des compétences est à considérer comme non limitative.

- Chaque membre dispose d'une voix. Tout membre actif peut se faire représenter par un autre membre actif moyennant une procuration écrite. L'assemblée générale délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents et les décisions sont prises à la majorité des voix sauf disposition contraire prévue par la loi ou les statuts. Les décisions de l'Assemblée générale relatives à la dissolution ou à la modification des statuts sont prises à la majorité des deux tiers. Les autres décisions sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Chapitre V. - Les pouvoirs du Conseil

Art. 13. Conseil d'Administration (C.A.)

- Le C.A. a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion quotidienne de l'association, sauf en ce qui concerne les matières réservées à l'A.G.

- L'administration de l'association est confiée à un conseil d'administration qui assure la gestion des avoirs et des projets de l'association. Le Conseil d'Administration se compose de 3 à 5 membres de l'association, dont au moins un président, un trésorier et un secrétaire.

- Les membres du C.A. sont nommés par l'A.G. La durée du mandat est de trois ans; leur réélection est possible. Le Conseil d'Administration élit un président en son sein pour la même période de temps; il prend ses décisions à la majorité des membres présents.

- Le membre du Conseil d'Administration qui, sans motif reconnu valable par le conseil d'administration, aura été absent à trois séances au cours d'un exercice, sera considéré comme démissionnaire.

Le Conseil d'Administration a toutes les attributions qui ne sont pas réservées à un autre organe. Le Conseil d'Administration prend toutes les décisions utiles au bon fonctionnement de l'association. Il assume notamment les charges suivantes:

(i) représenter l'association vis-à-vis des tiers;

(ii) diriger son activité;

(iii) gérer le budget et les ressources de l'association;

(iv) passer et signer les contrats et autres actes au nom de l'association;

(v) convoquer et présider les assemblées générales;

(vi) déléguer certaines tâches à des tiers;

(vii) etc.

- Le Conseil d'Administration est aussi responsable de la vérification des comptes. Il a pour mandat de vérifier les comptes présentés par le Trésorier et de faire un rapport à l'Assemblée Générale sur le résultat de leur contrôle.

- Le Conseil d'Administration ne peut délibérer valablement que si plus de la moitié des membres sont présents. Un ou plusieurs des administrateurs peuvent participer aux réunions par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout autre moyen de communication similaire ayant pour effet que tous les administrateurs participant puissent se comprendre mutuellement. Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité simple. La représentation n'est pas admise.

- En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

- Les délibérations du Conseil sont actées dans des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés conformes par le président ou deux administrateurs.

Art. 14. L'association est engagée à l'égard des tiers par la signature collective de deux des membres du Conseil d'Administration dont le Président.

Chapitre VI. - Comptes annuels

Art. 15. L'exercice social de l'A.s.b.l. commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Chaque année, après la fin de l'exercice, le conseil d'administration établit les comptes annuels de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice en cours. Le budget couvrira toutes les dépenses de L'Association pour l'exercice en cours, administratives, de fonctionnement et autres, y compris les moyens à consacrer aux projets à réaliser ou à soutenir.

Chapitre VII. - Dissolution

Art. 16. La dissolution de l'association ne peut être prononcée que par l'Assemblée Générale convoquée spécialement, à la majorité des deux tiers de tous les membres conformément à la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée par la suite.

Si le quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée, convoquée un mois plus tard après la première, prendra ses décisions à la majorité des membres présents.

En cas de dissolution, les avoirs de l'organisation, une fois les comptes bouclés, seront donnés à une organisation poursuivant un but similaire ou une fondation humanitaire.

Fait en autant d'exemplaires que de parties à
Luxembourg, le 7 juillet 2010.

J. Magaña-Campos, K. Kojima-Glodt,
N. Magaña-Takashima.

Référence de publication: 2010091357/137.

(100100308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Sudgaz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4243 Esch-sur-Alzette, 150, rue J.P. Michels.

R.C.S. Luxembourg B 5.248.

Extrait de l'Assemblée générale ordinaire du 07 mai 2010

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire et du Conseil d'Administration du 07 mai 2010, que les personnes suivantes sont mandataires de la société:

Conseil d'Administration

- Monsieur HOFFMANN Will, Président du Conseil d'Administration, demeurant à L-3743 Rumelange, 1A, Rue Nic. Pletschette;

- Monsieur ROSENFELD Romain, Vice-Président du Conseil d'Administration, demeurant à L-4807 Rodange, 2, Rue Nic Bieber;

- Monsieur TONNAR Jean, Administrateur et Administrateur-délégué, demeurant à L-4336 Esch-sur-Alzette, 12, Rue de la Tuilerie;

- Monsieur FRANCK Henri, Administrateur, demeurant à L-8356 Garnich, 5, Rue St Hubert;

- Monsieur FRANTZEN Guy, Administrateur et Administrateur-délégué, demeurant à L-3255 Bettembourg, 30, Rue Luc;

- Monsieur GOELHAUSEN Marco, Administrateur, demeurant à L-4487 Belvaux, 110, Rue de Soleuvre;

- Monsieur HAGER Daniel, Administrateur, demeurant à L-4482 Belvaux, 43, Rue Michel Rodange;

- Monsieur HOFFELT Lucien, Administrateur, demeurant à L-4960 Clémency, 57, rue de Bascharage;

- Madame LUCAS Romy, Administrateur, demeurant à L-3961 Ehlinge/Mess, 32, Rue de Roedgen;

- Monsieur MEDINGER Camille, Administrateur, demeurant à L-4394 Pontpierre, 21, Rue de l'Ecole;
- Monsieur MEISCH Marcel, Administrateur, demeurant à L-4601 Differdange, 11, Avenue de la Liberté;
- Monsieur SINNER Arthur, Administrateur, demeurant à L-3390 Peppange, 73, Rue de Crauthem;
- Monsieur ENGLEBERT Christian, Administrateur, demeurant à L-4209 Esch/Alzette, 22, Rue Michel Lentz;
- Monsieur SCHREINER Roland, Administrateur, demeurant à L-3862 Schifflange, 22, Cité Op Soltgen;
- Madame Gaby SCHAUL-FONCK née le 03 avril 1952 à Luxembourg est nommée administrateur, demeurant à L-4973 Dippach, 102, route de Luxembourg;
- Madame Josée-Anne GILLE, Administrateur, demeurant à L-3672 Kayl, 49 rue de Tétange;
- Monsieur Michel WOLTER née le 13 septembre 1962 à Luxembourg est nommé administrateur, demeurant à L-4937 Hautcharage, 1, rue J.-P. Origer;
- Monsieur Romain DAUBENFELD née le 14 décembre 1959 à Dudelange est nommé administrateur, demeurant à L-3786 Tetange, 38, rue Pierre Schiltz.

Leur mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'an 2011.

Commissaire aux comptes

- Monsieur CANNIVE Patrick, Commissaire de surveillance, demeurant à L-4322 Esch/Alzette, 2, Rue de la Source;
- Monsieur KRECKE Henri, Commissaire de surveillance, demeurant à L-4849 Rodange, 10, Rue des Romains;

Leur mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'an 2011.

Réviseur d'entreprise

- La société INTERAUDIT, Réviseur d'entreprises, avec siège social à L-1511 Luxembourg, 119, avenue de la Faïencerie
- Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'an 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF
EXPERTS COMPTABLE
BP. 1832
L-1018 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2010080114/50.

(100090559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Aabar Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 145.459.

Le Bilan au 31 Décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2010.
M. Jorge PEREZ LOZANO
Class B Manager

Référence de publication: 2010091403/12.

(100100975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.
